

Eine Welt  
Un solo mondo



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

# Un seul monde

N°2 / JUIN 2012

LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## Ni guerre ni paix

Environ 1,5 milliard d'êtres humains  
vivent dans des États fragiles

Afghanistan: décollage ou rechute?

Palestine: le hip-hop  
pour prolonger l'Intifada

# Sommaire

## DOSSIER



### ÉTATS FRAGILES

#### 6 La frontière floue entre guerre et paix

Pour apporter une aide efficace aux États fragiles, la coopération au développement doit adapter sa manière de travailler

#### 12 «L'aide est devenue un acteur du conflit»

L'économiste sri lankais Nishan de Mel porte un regard critique sur l'action des donateurs occidentaux dans son pays

#### 14 Paix et développement sont indissociables

Même dans les circonstances les plus difficiles, la Suisse n'a suspendu aucun de ses projets au Népal

#### 16 Délicate transition au Soudan du Sud

Après des décennies de violence, ce pays a accédé à l'indépendance, mais il manque de tout

#### 17 Faits et chiffres

## HORIZONS



#### 18 En route vers le passé ?

L'Afghanistan vit une profonde transformation et se demande ce qui se passera après le retrait des troupes de l'OTAN

#### 21 Une journée sur le terrain avec...

Marianne Huber, coordinatrice de la DDC à Kaboul

#### 22 On m'a mariée à 13 ans

Zahra Yaganah raconte les épreuves qu'elle a subies et son engagement en faveur des droits de l'homme

## DDC



#### 23 Les premiers notaires du Kosovo

La Suisse aide le Kosovo à mettre en place un système notarial et à former des professionnels dans ce domaine

#### 24 L'agriculture bio au banc d'essai sous les Tropiques

L'Institut suisse de recherche de l'agriculture biologique réalise des tests comparatifs au Kenya, en Inde et en Bolivie

## FORUM



#### 27 L'aide humanitaire n'est pas un exercice de pompiers

Entretien avec Manuel Bessler, qui dirige le domaine Aide humanitaire de la DDC depuis l'année dernière

#### 30 Des forêts déboisées sous le nez de l'État

Carte blanche : la Népalaise Rubeena Mahato évoque les succès de la foresterie communautaire et les dangers qui menacent ce modèle de développement

## CULTURE



#### 31 Rapper au lieu de poser des bombes

Malgré les murs de séparation, une culture hip-hop palestinienne s'épanouit en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie

#### 3 Éditorial

#### 4 Périscope

#### 26 DDC interne

#### 33 Service

#### 35 Coup de cœur avec Dodo Jud

#### 35 Impressum

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Éditorial



## Une coopération solidaire et utile

Dans un monde où marchandises, êtres humains, capitaux et informations circulent à une vitesse inouïe en faisant fi des frontières, des processus en cours dans des régions lointaines exercent une influence croissante sur notre avenir. La solidarité et nos propres intérêts sont devenus indissociables.

Comment la Suisse peut-elle, dans ce monde hautement interconnecté, contribuer davantage à améliorer les perspectives de tous ? On trouvera des réponses à cette question dans le Message sur la coopération internationale 2013-2016, que le Conseil fédéral a soumis au Parlement. Le débat promet d'être passionnant.

La Suisse entend notamment renforcer ses activités dans les États fragiles ou affectés par un conflit, car la lutte contre la pauvreté n'y a pas progressé ces dernières années. En tant que pays neutre et sans passé colonial, elle dispose d'appréciables atouts pour obtenir des résultats probants même dans les contextes difficiles. Les pays fragiles étant un facteur d'instabilité régionale, voire mondiale, ces efforts sont un investissement dans notre propre sécurité.

Changement climatique, migration incontrôlée, manque de sécurité alimentaire, épidémies, pénuries d'eau et de ressources entravent les chances de développement des pays pauvres. À l'avenir, la DDC contribuera davantage à relever ces défis. Cependant, les programmes et les projets locaux ne suffisent pas pour s'attaquer efficacement aux problèmes mondiaux. Voilà pourquoi la DDC a lancé ses programmes globaux, qui encouragent la mise au point de solutions novatrices et influent sur la politique internationale. Il est évident que la maîtrise des risques planétaires améliore aussi nos propres perspectives d'avenir.

Les services de l'État, dans les domaines de la santé et de la formation par exemple, jouent un rôle essentiel pour améliorer les conditions de vie des populations

démunies. Mais la participation des entreprises privées est cruciale si l'on veut surmonter durablement le fléau de la pauvreté. À l'avenir, la collaboration avec le secteur privé gagnera donc en importance dans la coopération au développement.

Voilà quelques-unes des grandes innovations prévues dans le nouveau Message sur la coopération internationale de la Suisse. Mais tout ne va pas changer. La promotion de l'autonomie conservera sa place centrale. La coopération suisse continuera de se distinguer par des programmes transparents misant sur la proximité et une collaboration étroite avec des organisations non gouvernementales de notre pays. Nous resterons engagés en particulier dans les domaines où nous disposons de capacités et d'expériences particulières (suisse). Comme c'est déjà le cas actuellement, nos efforts en faveur du développement se concentreront sur un nombre limité de pays prioritaires et l'aide humanitaire sera en mesure d'intervenir rapidement sur place. Enfin, nous continuerons d'aider les pays de l'Est à progresser vers l'État de droit, la démocratie et l'économie de marché.

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'aide humanitaire, à la coopération au développement et à la coopération avec l'Europe de l'Est, le nouveau message du Conseil fédéral est une lecture incontournable et une mine d'informations.

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

*(De l'allemand)*

# Périscope



Patrick Escudero/hemis.fr/laif

## De l'électricité pour Caprivi

(gn) Seule une minorité de ménages africains sont raccordés à un réseau électrique. Le taux de raccordement n'est que de 5% au Rwanda et au Tchad, par

exemple. Cette situation est due à l'absence de réseaux de distribution capables de couvrir efficacement tout le territoire national. Une technologie mise au point par la société ABB peut



David Santiago Garcia/Aurore/laif

## La Casamance au chevet de sa mangrove

(jls) La mangrove a commencé de se dégrader il y a une vingtaine d'années en Casamance, dans le sud du Sénégal. L'abattage d'arbres, la construction de routes et la surpêche des huîtres ont détruit une grande partie de ces écosystèmes forestiers qui protègent les côtes. Les poissons ont cessé de se reproduire, tandis que le sel attaquait les champs de riz. Conscients que leur destin est lié à celui de la mangrove, les habitants du village de Tobor ont décidé en 2006 de la reboiser. Avec l'aide de l'Océanium, une organisation écologiste de Dakar, ils ont planté 65 000 palétuviers, l'un des rares arbres qui supportent d'être immergés dans de l'eau salée. Par la suite, 428 autres villages ont suivi leur exemple et les surfaces reboisées augmentent d'année en année. En 2010, quelque 62 millions de palétuviers ont été plantés. Les équipes de l'Océanium sensibilisent la population, distribuent des semences et forment les volontaires. Là où la mangrove renaît, la salinisation des sols recule et les champs redeviennent cultivables. Les réserves de poissons et de mollusques se régénèrent. Les femmes pratiquent désormais une ostréiculture durable.

contribuer à résoudre le problème : elle consiste à transformer le courant alternatif en courant continu haute tension (CCHT), afin de pouvoir le transporter sur de longues distances. L'entreprise d'électricité namibienne NamPower a choisi ce système pour connecter la bande de Caprivi au reste du réseau national. Le CCHT parcourt 950 kilomètres, puis il est reconverti en courant alternatif et alimente le réseau local. Cela revient bien moins cher que le transport par des lignes conventionnelles, qui perdent beaucoup d'énergie en cours de route. La nouvelle ligne, mise en service en 2010, améliore sensiblement l'approvisionnement du nord-est de la Namibie, qui connaissait jusqu'à des pannes récurrentes. [www.nampower.com.na](http://www.nampower.com.na), « *Projects* », « *Caprivi Link* »

## À l'écoute des ravageurs

(bf) Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les animaux ravageurs détruisent annuellement jusqu'à 360 millions de tonnes de céréales et de semences en stock. Ces pertes sont imputables en grande partie à des insectes. Des chercheurs en technique agricole de l'Université de Kassel (Allemagne) élaborent actuellement un système acoustique permettant de détecter la présence de ravageurs dans les entrepôts de céréales. Avec leur exosquelette dur, des insectes tels que le charançon du blé ou la bruche du haricot émettent, dès qu'ils bougent, un son typique de leur espèce. Alors qu'une oreille humaine ne peut généralement pas l'entendre, ce « bruit » est parfaitement identifiable avec les moyens techniques actuels. Grâce à une tige télescopique, dotée d'un capteur qui mesure les sons, on pourra à l'avenir déceler et identifier les ravageurs dès qu'ils s'attaquent à

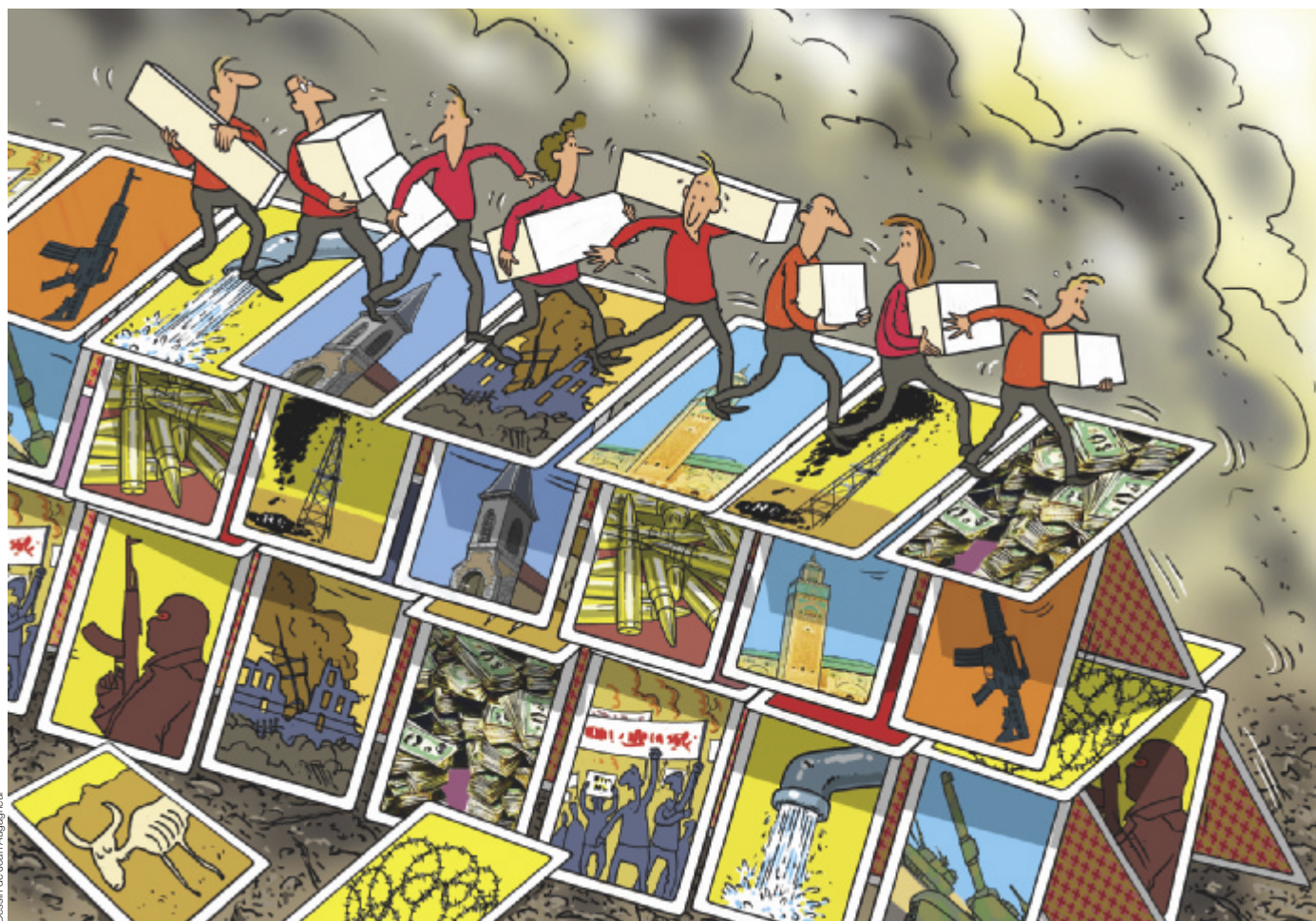
des silos ou à des stocks ouverts de céréales. Il sera dès lors possible de combattre ces animaux nuisibles dans les meilleures conditions possibles. [www.uni-kassel.de](http://www.uni-kassel.de), chercher « *Lagerschädling* »

## Conseils aux paysans par sms

(gn) Une sorte de sage-femme vétérinaire virtuelle : c'est ainsi que le magazine américain *Forbes* décrit iCow, une application portable destinée aux petits paysans kenyans. Pour optimiser le rendement laitier et agrandir leurs troupeaux, ces derniers doivent intervenir à des moments bien précis. Or, il est souvent difficile de détecter la courte période de chaleur des vaches, propice à l'insémination. C'est pourquoi Su Kahumbu Stephanou, pionnière de l'agriculture bio au Kenya, a créé iCow. Le paysan enregistre ses vaches individuellement par téléphone portable. Ensuite, il reçoit régulièrement des informations sur le cycle hormonal et le calendrier de gestation de chaque bête. L'application fournit aussi de nombreux autres renseignements utiles et conseils, en matière de soins et de fourrage notamment. En 2010, iCow a remporté le prix de la meilleure application portable d'Afrique et l'année dernière celui de la meilleure « app » agricole. Cette plate-forme – dont les presta-



iCow



Dessin de Jean Aigagnieur

## Au secours

tions sont payantes – est devenue rapidement très populaire et continue de se développer. « Notre page Facebook a pris les dimensions d'un forum agricole qui dépasse largement les questions d'élevage », se réjouit M<sup>me</sup> Kahumbu. [www.iCow.co.ke](http://www.iCow.co.ke)

### Du biogaz à l'emporter

(bf) Légère, avantageuse et transportable à pied : c'est ainsi que pourrait se présenter désormais la provision quotidienne d'énergie nécessaire à un ménage. Des chercheurs de l'Université de Hohenheim (Allemagne) ont imaginé une sorte de grand sac à dos que l'on peut remplir de biogaz. Cet objet fait partie d'une stratégie élaborée pour répondre aux problèmes inter-

connectés de l'environnement et de l'énergie dans les pays en développement. Simple et bon marché, le sac pèse 3 ou 4 kilos. Un petit paysan peut ainsi se rendre dans une centrale de biogaz, prélever en un quart d'heure sa ration quotidienne d'énergie et la ramener chez lui. Là, il rac-



Universität Hohenheim

corde sa lampe ou son réchaud à ce réservoir. Le sac à dos de biogaz a été testé avec succès dans des conditions réelles en Éthiopie. La demande est forte, notamment du fait que le bois – principal combustible des populations rurales – se fait toujours plus rare. De riches Éthiopiens sont disposés à investir dans ce nouveau système. [www.uni-hohenheim.de](http://www.uni-hohenheim.de), chercher « Biogasrucksack »

### Le chauffage au beurre

(gn) Les bergers chinois utilisent du beurre de yak et de l'huile végétale pour combattre le froid : ils versent ces substances dans une boîte en plastique, qu'ils placent ensuite à l'intérieur de leurs vêtements. L'alternance entre l'état solide et l'état liquide pro-

duit une régulation thermique optimale. Quand la personne transpire, le beurre et l'huile fondent, absorbant ainsi l'excédent de chaleur. Dès que s'arrête cet apport thermique, ils se figent à nouveau et restituent la chaleur emmagasinée. Ces deux corps gras font partie des « matériaux à changement de phase » (MCP), dont l'état se modifie en fonction de la température. Les propriétés thermorégulatrices des MCP sont exploitées dans différents domaines. On mise notamment sur elles pour la réfrigération des médicaments. L'entreprise américaine Sonoco teste actuellement une « Greenbox » qui peut tenir au frais des vaccins à l'aide de MCP durant six jours sans électricité. [www.greenboxsystems.com](http://www.greenboxsystems.com)

# La frontière floue entre guerre et paix

Le nombre d'États fragiles ou affectés par un conflit ne cesse d'augmenter depuis vingt ans. La faiblesse institutionnelle, la mauvaise gouvernance et l'insécurité minent leur développement. Pour apporter une aide efficace dans des environnements aussi instables et contribuer à ramener la paix, la coopération doit adapter sa manière de travailler. De Jane-Lise Schneeberger.



*Dans les États fragiles – comme ici au Népal –, la vie quotidienne est marquée par l'insécurité et la violence.*

Les guerres entre États ont fortement diminué depuis le début des années 90. Elles ont fait place à des conflits internes, plus complexes, dont les causes sont multiples : dissensions ethniques, idéologiques ou religieuses, inégalités sociales, etc. Ce nouveau type de lutte armée inflige d'immenses souffrances à la population et fragilise pour longtemps les États concernés. Généralement, la conclusion d'un accord de paix ne suffit pas à rétablir la stabilité. La plupart de ces pays restent pendant des années en proie à diverses formes de violence, qui font souvent plus de morts que le conflit lui-même. D'autres États sont fragiles sans avoir nécessairement traversé une guerre, mais parce qu'ils connaissent de graves problèmes de gouvernance. C'est le cas de Haïti par exemple, où une série de catastrophes naturelles a encore aggravé la faiblesse des institutions, mais aussi de tous les États soumis à des régimes autocratiques.

### Le dernier wagon du développement

Selon les critères utilisés pour répertorier les États fragiles, de trente à cinquante pays entrent dans cette catégorie. L'OCDE donne de ce concept la définition suivante : « Un État est fragile lorsqu'il n'a pas la capacité et/ou la volonté politique d'assumer les fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté, promouvoir le développement, assurer la sécurité de la population et faire respecter les droits de l'homme. »

Environ 1,5 milliard d'êtres humains vivent dans de tels contextes. Ils comptent parmi les plus défavorisés de la planète. Les États fragiles affichent en effet un retard considérable dans leur développement : la malnutrition et la mortalité infantile y sont deux fois plus élevées que dans les autres pays pauvres ; les enfants ont trois fois moins de chances d'aller à l'école. Jusqu'ici, aucun de ces pays n'a atteint un seul des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La qualité et la quantité de l'aide internationale ne sont pas étrangères à ce retard. Jusqu'au début des années 2000, les bailleurs de fonds ont négligé les États fragiles. Ils se basaient sur des études montrant que la coopération au développement est plus efficace dans des pays bien gouvernés. Mais les choses ont changé, remarque Markus Heiniger, conseiller sur les conflits et les droits de l'homme à la DDC : « Aujourd'hui, nous n'avons plus le choix de travailler exclusivement dans des environnements stables, car l'insécurité progresse partout. » À moins que les risques soient trop élevés ou que les combats empêchent toute activité de développement, la DDC choisit généralement de rester sur place, en renforçant au besoin ses mesures de sécurité.

### La fragilité du Sud affecte aussi le Nord

Depuis le début des années 2000, la communauté internationale a braqué son attention sur ces pays. On constate ainsi que l'aide qui leur est destinée a plus que doublé en dix ans. « Les donateurs ont réalisé que les contextes fragiles ou conflictuels contribuent fortement à l'insécurité et à la pauvreté, qui sont généralisées dans ces pays », relève Erwin van Veen, analyste politique sur la paix et la sécurité à l'OCDE. « Cependant, leurs motivations ne sont pas purement altruistes. Les nations industrialisées investissent aussi pour réduire l'impact de ces crises chez elles. La déliquescence des États favorise en



La Colombie compte environ 5,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières depuis le début du conflit armé.

effet la criminalité organisée, les trafics en tout genre et les flux migratoires, autant de phénomènes qui affectent également les pays du Nord. »

En 2009, les pays donateurs ont alloué 46,7 milliards de dollars aux États fragiles, ce qui représente 37% de toute l'aide publique au développement. La moitié de cette somme s'est toutefois concentrée sur huit pays seulement : Afghanistan, Éthiopie, Pakistan, territoires palestiniens, Irak, République démocratique du Congo (RDC), Côte d'Ivoire et Soudan.

### Une étiquette lourde à porter

Il est délicat d'établir une liste d'États fragiles, car bien des pays n'apprécient guère de se voir désignés comme tels. Cette étiquette décourage les investisseurs et les touristes. L'OCDE a donc renoncé à produire sa propre liste. Pour sa statistique annuelle de l'aide aux États fragiles, elle se base sur celles dressées par d'autres organismes. La Banque mondiale, par exemple, évalue les politiques et les institutions : un pays est considéré comme fragile s'il obtient une note inférieure à 3,2 sur une échelle de 6. La Brookings Institution à Washington établit un classement de la faiblesse des États. L'Université Carleton à Toronto publie des indicateurs permettant d'évaluer les risques de conflit. En compilant ces trois sources, l'OCDE a retenu 44 États fragiles en 2011.



Ahed Izhman Photography

Environ 1,7 million de réfugiés vivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, où ils représentent 40% de la population.

### Les dix commandements

Les Principes de l'OCDE pour l'engagement international dans les États fragiles sont les suivants :

- 1) Prendre le contexte comme point de départ.
- 2) Ne pas nuire.
- 3) Faire du renforcement de l'État l'objectif fondamental.
- 4) Accorder la priorité à la prévention.
- 5) Reconnaître qu'il existe des liens entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement.
- 6) Promouvoir la non-discrimination comme fondement de sociétés stables et sans exclus.
- 7) S'aligner sur les priorités locales d'une manière différente selon le contexte.
- 8) S'accorder sur des mécanismes concrets de coordination de l'action des acteurs internationaux.
- 9) Agir vite... mais rester engagé assez longtemps pour avoir des chances de réussir.
- 10) Éviter de créer des poches d'exclusion.

### Un État ne se reconstruit pas en deux ou trois ans

Si le volume de l'aide a augmenté, sa qualité reste insuffisante. Beaucoup de bailleurs de fonds se contentent de transposer dans ces pays des recettes qui fonctionnent bien ailleurs. Or, ils devraient adapter leurs interventions au contexte. C'est d'ailleurs l'un des dix Principes pour l'engagement international dans les États fragiles, que les membres de l'OCDE ont adoptés en 2007.

Un autre de ces principes consiste à rester engagé assez longtemps pour avoir des chances de réussir. Nombre de donateurs réalisent en effet des projets de deux ou trois ans, puis se retirent. « Assainir les structures d'un État, lui redonner la capacité d'assumer ses fonctions et restaurer la confiance de la population est une entreprise de longue haleine. Les acteurs du développement devraient être prêts à rester sur place au moins 25 ans et ne pas se laisser décourager par des revers temporaires de situation », souligne Ségolène Adam, chargée de programme Transition postconflit à la DDC. Selon la Banque mondiale, les États les plus rapides à se relever ont mis entre quinze et trente ans pour rétablir un niveau de gouvernance suffisant après une longue période de violences. C'est le cas notamment du Mozambique, qui est sorti en 1992 d'une guerre civile meurtrière.

### Faire le moins de mal possible

« Do no harm » (ne pas nuire) est le plus connu des dix principes. Il vise à éviter que les actions de développement n'attisent le conflit. Benoît Meyer-Bisch, chargé de programme Gouvernance à la DDC, estime qu'il serait plus réaliste de parler de « Do least harm » (nuire le moins possible) : « Dans la situation complexe des pays fragiles, l'aide s'accompagne inévitablement d'impacts négatifs. Nous devons nous en rendre compte et concevoir nos actions de telle manière qu'elles fassent plus de bien que de mal. » À titre d'exemple, le Parlement afghan a adopté en 2009 une loi bafouant les droits des femmes chiïtes. Après une analyse de la situation et une pesée d'intérêts, la DDC a décidé de soutenir ses partenaires, des défenseurs des droits humains, qui se sont mobilisés et sont parvenus à faire modifier la loi. Cette victoire a malheureusement coûté la vie à plusieurs personnes, tuées lors d'une manifestation opposant les militants à des intégristes musulmans. Mais elle a fait avancer la cause des femmes.

Un autre principe consiste à ne pas créer des « poches d'exclusion ». Les donateurs tendent à concentrer leurs efforts sur certains pays, régions ou groupes sociaux, au détriment des autres. La vallée du Rasht, au Tadjikistan, fait partie de ces orphelins de l'aide au développement. Très pauvre et





HCR/S. Shulman

Un conflit interethnique a éclaté en juin 2010 au Kirghizistan, semant la terreur parmi la population.

négligée par l'État, elle était jusqu'à l'an dernier le bastion de groupes extrémistes islamistes. La DDC y lancera bientôt des projets dans le domaine de l'eau et de la santé. « En laissant ces populations livrées à elles-mêmes, on alimente le cercle vicieux de la pauvreté, de l'exclusion et de la violence. Une telle situation est propice aux manipulations et à la propagande. L'ignorer reviendrait à laisser s'installer un risque de déstabilisation du pays », craint Véronique Hulmann, responsable des programmes de la DDC dans l'ex-Union soviétique.

Les dix principes de l'OCDE constituent les instruments de base de ce que les agences de développement appellent la « gestion des programmes sensible aux conflits ». Leur mise en œuvre laisse toutefois à désirer. Des enquêtes de suivi ont montré que les pratiques des donateurs n'ont guère changé jusqu'ici sur le terrain.

### De nouveaux champs d'activité

Une nouvelle tentative a été lancée récemment pour améliorer la qualité de l'aide. Elle repose sur le constat qu'il faut consolider la paix et renforcer l'État pour pouvoir atteindre les OMD. Depuis 2010, un groupe de 19 États fragiles (appelé g7+) et la plupart des bailleurs de fonds ont élaboré ensemble des objectifs à atteindre en la matière. L'an dernier à Busan (Corée du Sud), ils ont adopté une

Nouvelle Donne. Ce plan préconise notamment de renforcer la légitimité de l'État en encourageant la conclusion d'accords politiques qui incluent tous les groupes de la société. Il recommande aussi de prêter davantage d'attention à l'amélioration de la sécurité, à la lutte contre l'injustice et à la création d'emplois.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2011, publié par la Banque mondiale, va dans le même sens : « Pour rompre le cycle de la violence, il faut ériger des institutions légitimes capables d'assurer la sécurité, la justice et l'emploi. » La banque reconnaît toutefois que la communauté internationale est mal outillée pour affronter ces défis, qui ne relèvent pas du mandat classique de la coopération. « Les donateurs devront acquérir de nouvelles compétences, par exemple dans la prévention de la violence armée, le traitement du passé ou la réforme de la police », remarque Markus Heiniger. « Cependant, ils ne vont pas devenir du jour au lendemain des spécialistes du désarmement ni mettre sur pied des forces de sécurité. »

### Partage des risques et des coûts

Dans ces domaines, les organisations multilatérales de développement ont plus de possibilités d'intervention que les acteurs bilatéraux. « Représentant l'ensemble de la communauté internationale, elles

### Les humanitaires pris pour cibles

À l'époque des guerres entre États, le droit international humanitaire protégeait les organisations chargées de secourir les victimes. Dans les conflits déstructurés d'aujourd'hui, les règles internationales sont de plus en plus bafouées. Non seulement l'emblème humanitaire n'est plus un gage de sécurité, mais il devient une cible pour de nombreuses factions armées ou milices extrémistes. En moyenne, une centaine de travailleurs humanitaires sont tués chaque année, un nombre qui a triplé durant la décennie écoulée. On enregistre également une quarantaine d'enlèvements par an. Depuis 2005, les organisations humanitaires ont subi 180 attaques graves en Afghanistan, près de 150 au Soudan et une centaine en Somalie.



*La vie en Afghanistan : ci-dessus, une salle de classe du district de Shoghnan, dans la province de Badakshan ; à droite, un centre d'achat à Kaboul juste après un attentat.*



3<sup>e</sup> Eye Photojournalism Center/Nasrullah Mustafar

### La sensibilité aux conflits

Chaque donateur est censé intégrer la perspective du conflit dans la conception et la mise en œuvre de ses programmes. Outre l'application des dix principes de l'OCDE, l'un des instruments utilisés est l'analyse régulière de la situation. Cette évaluation vise à comprendre les dynamiques, les acteurs et les enjeux du conflit. Elle permet d'adapter les programmes de manière à ce qu'ils n'aient pas d'impacts négatifs et contribuent au contraire à la promotion de la paix. Dans sa « gestion des programmes sensible aux conflits », la DDC forme également ses collaborateurs afin que leur comportement et leur manière de communiquer n'accroissent pas les tensions existantes.

ont une image d'impartialité. Elles peuvent donc s'engager sur des terrains sensibles, comme la réforme du système judiciaire ou de l'armée », relève Ségolène Adam. Faire transiter l'aide par ces organisations permet en outre de partager les risques : « Dans les contextes fragiles, le retour sur investissement n'est pas garanti à 100%. On ne peut pas demander au nouvel État du Soudan du Sud, par exemple, d'avoir immédiatement une comptabilité transparente. Néanmoins, il faut bien commencer un jour de l'aider. »

En outre, les besoins dépassent de loin les capacités financières des donateurs bilatéraux et même de l'ONU. « Cela coûte extrêmement cher de remettre sur pied toute une administration, un système de santé ou des forces de sécurité », ajoute Ségolène Adam. « Seules les banques de développement peuvent financer le redémarrage d'un État. Les agences onusiennes, elles, disposent de l'expertise nécessaire dans les domaines critiques. » C'est pourquoi la DDC a créé en 2010 un fonds fiduciaire qui encourage la collaboration entre l'ONU et la Banque mondiale dans les États fragiles.

### L'approche intégrée

La coopération au développement n'est pas le seul instrument international engagé dans des contextes

fragiles. Ainsi, l'aide humanitaire se porte au secours des populations en détresse, la diplomatie participe au règlement politique des conflits et les militaires contribuent au maintien de la paix. Il importe donc que les pays donateurs adoptent une approche intégrée à l'échelle de l'ensemble de leur administration (voir aussi l'interview page 27). La Suisse pratique une telle approche notamment dans la région des Grands Lacs, en Afrique. Jusqu'en 1990, seule sa coopération au développement y était active. Puis l'aide humanitaire s'est déployée pour répondre aux besoins créés par les guerres qui ont ravagé le Rwanda, le Burundi et la RDC. Pendant les périodes de violence extrême, la coopération a suspendu ses projets. Des médiateurs sont intervenus dès 1998 pour faciliter le processus de paix



Zandra Persson

3<sup>e</sup> Eye Photojournalism Center/Basir Sserat



Sven Torfinn/Asif

*Le Rwanda souffre encore des séquelles du génocide: le processus de réconciliation est fragile; l'alcoolisme et la violence domestique ont pris des proportions alarmantes.*

au Burundi et en RDC. Maintenant que la région a retrouvé un calme relatif, l'engagement humanitaire a diminué, relayé par la coopération, et la diplomatie continue de promouvoir la paix. «Lorsque l'approche intégrée fonctionne bien, la Suisse ne se retire jamais complètement d'une région fragile. Elle dose les différents instruments de sa politique étrangère selon l'évolution du contexte», note Giorgio Bianchi, chargé de programme pour les Grands Lacs à la DDC.

### Double discrimination

Si les Chambres fédérales acceptent le Message

concernant la coopération internationale 2013-2016, la DDC augmentera de 15 à 20% son aide aux États fragiles ou affectés par un conflit. Certains programmes existants seront élargis, notamment en Afrique de l'Ouest. D'autres démarreront au Myanmar et dans la Corne de l'Afrique, région pour laquelle une approche intégrée est en cours d'élaboration.

Cet engagement accru de la Suisse vise d'une part à accélérer la progression vers les OMD et d'autre part à éliminer une double discrimination, explique Markus Heiniger: «Les populations des États fragiles, qui vivent déjà dans une grande pauvreté, subissent de surcroît les impacts directs de la violence armée.» Selon lui, la DDC dispose de plusieurs atouts pour apporter une aide efficace: elle a la réputation d'être impartiale et de ne pas poursuivre des intérêts politico-stratégiques, elle s'engage dans la durée et a déjà une certaine expérience de l'aide aux États fragiles. «Nos programmes ont montré qu'il est possible d'obtenir de bons résultats dans ces contextes difficiles. Même si cela prend plus de temps et coûte un peu plus cher que dans des pays stables.» ■

### Le terrain de jeu du crime organisé

L'absence de contrôle étatique et la porosité des frontières favorisent le déploiement d'activités criminelles dans les régions fragiles. Ainsi, c'est grâce à la vente illicite de diamants que des groupes rebelles ont pu financer les guerres qu'ils ont menées en Sierra Leone, au Liberia ou en RDC. En Amérique centrale, des gangs liés au trafic de drogue multiplient les homicides sous le regard impuissant de la police. En Somalie, d'anciens pêcheurs se sont recyclés dans l'industrie très lucrative de la piraterie maritime. Les pays du Sahel sont devenus la plaque tournante de toutes sortes de trafics (drogue, armes, migrants...), tandis que des groupes islamistes extrémistes, comme Al Qaïda au Maghreb islamique, y multiplient attentats et enlèvements.

# « L'aide est devenue un acteur du conflit »

Durant la guerre qui a opposé l'armée du Sri Lanka aux séparatistes tamouls, l'aide internationale a fait l'objet de nombreuses critiques. Selon l'économiste Nishan de Mel, les principes de la « sensibilité aux conflits » ont conduit les donateurs à prendre des décisions qui furent perçues dans la population comme injustes et discriminatoires. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



**Nishan de Mel**, de nationalité sri lankaise, a étudié l'économie à l'Université de Harvard, puis à Oxford, où il a obtenu un doctorat. De 1996 à 2000, il a travaillé comme chercheur à l'Institut d'études des politiques du Sri Lanka. Ensuite, il a enseigné à l'Université d'Oxford pendant sept ans. De retour au pays, il a dirigé le Centre international d'études ethniques. Actuellement, il est le directeur exécutif de Vérité Research, un centre qui mène des recherches pour le compte de nombreux clients locaux et internationaux. Mandaté par plusieurs donateurs européens, Nishan de Mel et trois autres experts ont réalisé l'an dernier une évaluation politique stratégique du Sri Lanka. Ils ont notamment analysé l'impact de l'aide sur le paysage économique et politique ainsi que le risque d'un retour à la violence.



Sivantha Wijapala/NRF/Reuters/afp

*En tolérant de nombreuses injustices au Sri Lanka, l'aide internationale a attisé les tensions au lieu de les apaiser, estime Nishan de Mel.*

## **Un seul monde : Quel type d'aide a reçu le Sri Lanka pendant la guerre ?**

**Nishan de Mel :** Jusqu'au début des années 80, les donateurs finançaient surtout la construction d'infrastructures telles que les centrales hydroélectriques. Quand le conflit a éclaté, le gouvernement a interdit l'acheminement d'équipements et de matériaux vers les zones tamoules, de crainte que les rebelles ne les dérobent pour les utiliser à des fins militaires. Les donateurs se sont alors tournés vers des appuis moins techniques, comme le renforcement de capacités, la promotion de la paix et l'aide humanitaire. Ils ont notamment mis sur pied des programmes très utiles d'assistance psychosociale aux victimes de la guerre. Toutefois, l'aide internationale a présenté de graves lacunes. Au point que, loin d'apaiser les tensions, elle est devenue un acteur du conflit.

## **Comment s'explique ce glissement ?**

La plupart des donateurs pratiquaient une « gestion des programmes sensible aux conflits », se demandant si leurs actions étaient appropriées ou si elles risquaient d'aggraver les tensions. Hélas, cette méthodologie n'a donné aucun résultat probant. Le problème est qu'elle repose sur une notion subjective. Personne ne peut prévoir l'impact d'une action de développement ou deviner comment les gens vont réagir. Par conséquent, les critères utilisés étaient trop vagues et laissaient trop de place à l'interprétation. Ils ont débouché sur des décisions auxquelles on pouvait facilement reprocher d'être arbitraires.

## **Lesquelles, par exemple ?**

Les agences étrangères ont concentré leur aide sur les zones tamoules, soit le nord et l'est du pays, où

se déroulaient l'essentiel des combats. Les Cinghalais ont ressenti ce choix comme injuste, unilatéral et discriminatoire. Durant le cessez-le-feu, entre 2002 et 2005, le soutien aux Tamouls a encore augmenté. Focalisés exclusivement sur la prévention du conflit, les donateurs pensaient que c'était la seule manière d'assurer la poursuite du processus de paix. « Si nous les traitons bien, ils ne reprendront pas les armes », se disaient-ils. Puis la guérilla s'est mise à assassiner des militaires par dizaines, en toute impunité. Les donateurs n'ont pas été en mesure d'utiliser l'aide comme moyen de pression pour empêcher ces violations du cessez-le-feu. En fait, ils ont toléré beaucoup d'injustices pour éviter une reprise des hostilités. Or, ces injustices ont alimenté le conflit.

Quand la guerre a recommencé, les donateurs ont tenté d'influencer le gouvernement pour l'amener à suspendre ses opérations militaires. En revanche, ils n'ont rien fait pour stopper les rebelles. Cela a renforcé l'impression générale qu'ils travaillaient contre le pouvoir en place.

#### Quelles relations entretenaient-ils avec le gouvernement ?

Ces relations n'ont cessé de se détériorer au fil des ans. Vers la fin de la guerre, elles étaient exécrables. Extrêmement méfiant envers les donateurs étran-

« Si la justice progresse, la paix progresse aussi. »

gers, le gouvernement a imposé des restrictions à leurs déplacements et a repris le contrôle sur la distribution de l'aide, en collaborant avec des organisations locales. Il accusait ouvertement les agences occidentales de soutenir la guérilla. Ce qui n'était pas entièrement faux. Certaines ne cachaient pas leurs sympathies pour les rebelles, selon un penchant naturel qui pousse à soutenir les opprimés.

#### C'est dans ce climat tendu que 17 membres d'une organisation humanitaire française ont été assassinés en 2006. Faut-il y voir la main du gouvernement ?

On ne peut pas l'affirmer de manière absolue, étant donné que le gouvernement a empêché toute enquête indépendante sur cette attaque. Mais ce faisant, il s'est en quelque sorte désigné lui-même. Cela dit, s'il a pu commettre un acte aussi abominable et conserver malgré tout le soutien de la ma-

ajorité de la population, c'est parce que l'aide était devenue très suspecte. Convaincus du bien-fondé de leur action, les donateurs ne se sont pas aperçus que leur crédibilité s'amenuisait de jour en jour.

#### Existe-t-il une approche susceptible de donner de meilleurs résultats que celle de la « sensibilité aux conflits » ?

À mon avis, il faut repenser toute l'aide autour du concept de justice. Dans son livre *L'idée de justice*, le prix Nobel indien Amartya Sen développe une



excellente théorie qui pourrait servir de base à l'élaboration d'un mécanisme efficace. Si on considère l'aide uniquement à travers le prisme du conflit, le but est qu'elle n'aggrave pas les tensions. Tandis qu'en chaussant les lunettes de la justice, on fixe des buts clairs et objectivement mesurables dans le domaine social. Il existe un consensus général sur ce que la justice exige de faire. Personne ne conteste que l'aide doit améliorer la vie des gens, bénéficier aux plus pauvres, ne pas créer de discriminations, etc. Même pour réduire les conflits, le meilleur moyen est de lutter contre les injustices. Si la justice progresse, la paix progresse aussi.

#### En appliquant ces critères, on jugerait peut-être aussi qu'il faut aider les Tamouls, puisque ce sont eux les opprimés.

Une analyse basée sur la justice déboucherait plutôt sur la conclusion qu'il faut aider les plus défavorisés. Certes, les Tamouls vivant dans le nord et l'est du pays font partie de cette catégorie, mais ils ne sont pas les seuls. Il existe aussi des communautés extrêmement pauvres dans d'autres régions. Certaines sont tamoules, d'autres cinghalaises. Jusqu'ici, elles n'ont reçu pratiquement aucune aide extérieure. ■

(De l'anglais)

#### Une guerre longue et sanglante

Le Sri Lanka compte 74% de Cinghalais et 18% de Tamouls, lesquels vivent principalement dans le nord et l'est du pays. Des tensions existent entre ces deux communautés depuis l'indépendance, acquise en 1948. Dans les années 70, la domination cinghalaise a poussé les jeunes Tamouls à se radicaliser et à militer les armes à la main pour un État indépendant. L'année 1983 a marqué le début officiel de la guerre entre l'armée gouvernementale et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Ce mouvement de guérilla marxiste a progressivement contrôlé une grande partie du nord-est de l'île. Un cessez-le-feu a été signé en 2002, mais les hostilités ont repris trois ans plus tard. En 2009, la guerre s'est soldée par la défaite du LTTE. Elle a fait entre 80 000 et 100 000 morts.

# Paix et développement sont indissociables

Durant la guerre qui a déchiré le Népal de 1996 à 2006, la Suisse n'a suspendu aucun de ses projets de coopération, mais les a réaménagés pour tenir compte de la situation. Parallèlement, elle a engagé des activités de promotion de la paix au niveau diplomatique. Aujourd'hui, ces deux instruments de sa politique étrangère accompagnent la transition vers la démocratie.



Stephane Perrasse/Invision/afp

## Front uni des donateurs

En 2003, une dizaine de donateurs actifs au Népal ont publié des Lignes directrices opérationnelles qui énonçaient les objectifs de leur action et la manière dont l'aide devait être déployée. Ils s'y engageaient à lutter de manière transparente et impartiale pour améliorer le sort des populations les plus défavorisées. En échange, certaines conditions minimales devaient être garanties par les belligérants : « Nous n'acceptons pas que nos équipes soient la cible de violences, d'enlèvements, de menaces ou d'intimidation », soulignait ce document en quatorze points. Ou encore : « Nous n'acceptons pas que notre aide soit utilisée à des fins militaires ou politiques. » Cette déclaration commune a été largement diffusée dans le pays. Elle a servi de base au dialogue des donateurs avec l'armée gouvernementale et les rebelles maoïstes.

(jls) La société népalaise, divisée en de nombreuses castes et ethnies, présente de fortes disparités. Certains groupes de population, comme les femmes, les *dalits* (« intouchables »), les paysans sans terre et les minorités ethniques, sont victimes d'une exclusion sociale systématique. Ces discriminations et la pauvreté endémique sont les causes profondes de la guerre qui a fait 13 000 morts. Quand le parti maoïste a lancé son insurrection contre la monarchie en 1996, il a relayé la frustration de tous les laissés-pour-compte.

À l'époque, la DDC avait déjà une longue histoire de coopération avec le Népal, puisqu'elle soutenait le développement des zones rurales depuis

les années 50. Ses multiples projets portaient sur la gestion communautaire des forêts, la formation professionnelle ou encore la construction de ponts suspendus et de routes. « L'éclatement de la guerre nous a totalement surpris. Nous n'en avons pas vu les signes avant-coureurs », se souvient Elisabeth von Capeller, cheffe de la division Asie du Sud à la DDC. « Il faut dire qu'à l'époque, la coopération au développement ne se préoccupait pas encore de la fragilité des États. »

## Quotas, participation et transparence

La DDC a décidé de rester sur place, malgré les combats qui s'étendaient sur tout le territoire. Elle

*Durant le conflit népalais, la DDC a décidé que dorénavant 60% des bénéficiaires de ses projets devraient appartenir à des groupes sociaux discriminés.*

a d'abord pris des mesures pour assurer la sécurité de ses collaborateurs et de ses organisations partenaires. Ainsi, de grands drapeaux rouges à croix blanche ont été fixés sur les véhicules. La Suisse bénéficiant d'une image de neutralité dans le pays, les belligérants se sont abstenus durant toute la guerre de tirer sur cet emblème.

Ensuite, la DDC a introduit des principes de sensibilité aux conflits dans la gestion de ses programmes. Sur cette base, elle a réaménagé chacune de ses interventions. « Nous n'avons pas changé le contenu des projets, mais plutôt la manière de les mettre en œuvre. Le but était de s'attaquer aux causes du conflit, à savoir les inégalités », explique M<sup>me</sup> von Capeller. Par exemple, la construction de ponts et de routes s'est poursuivie, mais des quotas ont été imposés à ce programme : au moins 60% des bénéficiaires devaient appartenir à des groupes sociaux discriminés. Dans le même esprit, des dispositions ont été prises pour que les populations marginalisées participent pleinement à la planification et à la mise en œuvre des activités de développement. Par ailleurs, une composante psychosociale a été ajoutée à tous les projets, afin de soutenir les personnes victimes de traumatismes ou de violences.

Pour qu'aucun groupe de population ne se sente défavorisé, il était important de faire preuve d'une totale transparence. La DDC a donc décidé de tenir régulièrement des réunions publiques dans les villages, afin de fournir aux habitants des informations précises sur les montants déboursés et la manière dont ils étaient répartis. L'ensemble de ces mesures sont encore en vigueur aujourd'hui.

### Un conflit social et politique

Dès 2004, le bureau de la coopération suisse au Népal a procédé à des analyses régulières de la situation. Il est arrivé à la conclusion que le conflit présentait deux composantes, l'une sociale, l'autre politique. Si la tâche de la coopération au développement est d'agir sur les problèmes sociaux, le conflit politique, lui, appelait un autre type d'intervention. C'est pourquoi un conseiller spécial pour la promotion de la paix, envoyé par la division Sécurité humaine du DFAE, est venu rejoindre à Katmandou l'équipe de la DDC.

« Sans la paix, aucun développement n'est possible. Et sans développement, il n'y a pas de paix. Il était important de travailler simultanément sur ces deux aspects », rappelle Elisabeth von Capeller. Le médiateur suisse a pu s'appuyer sur les contacts établis de longue date par la DDC. Il a facilité le dialogue entre les belligérants et participé aux négociations secrètes qui ont débouché sur la signature d'un accord de paix en 2006. En plus de ses pro-

grammes existants, la DDC a pris plusieurs initiatives visant à protéger les droits de l'homme et à promouvoir la bonne gouvernance. Le Népal est le premier pays où la Suisse a engagé plusieurs instruments de sa politique étrangère dans le cadre d'une stratégie conjointe.

### La stabilité et la démocratie sont encore loin

En maintenant ses activités, la DDC a pu continuer à réduire la pauvreté durant la guerre. Entre



Une « gestion des programmes sensible aux conflits » exige de faire preuve de transparence et de fournir des informations précises à la population.

1999 et 2010, elle a par exemple construit quelque 160 km de routes rurales et 675 ponts suspendus, ce qui a permis à 1,9 million de personnes d'accéder plus facilement aux hôpitaux, aux écoles et aux marchés.

L'instauration d'une paix durable prendra encore beaucoup de temps. Des groupes armés sont toujours actifs, les crimes de guerre restent impunis et les discriminations n'ont pas diminué. La Suisse accompagne le Népal dans cette délicate phase de transition, en mettant l'accent sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Après l'abolition de la monarchie en 2008, le pays est devenu une République démocratique fédérale. Toutefois, de fortes dissensions internes bloquent encore la rédaction de la Constitution et la mise en place des institutions prévues par l'accord de paix. ■

# Délicate transition au Soudan du Sud

Après des décennies de guerre civile, le Soudan du Sud a réalisé son rêve d'indépendance. Mais la paix reste très fragile. Dans ce contexte difficile, la Suisse intervient à différents niveaux : la DDC est présente avec son aide humanitaire et sa coopération au développement ; des diplomates et une équipe de militaires participent eux aussi à la construction du nouvel État.



*D'anciens réfugiés de guerre continuent d'affluer au Soudan du Sud, en provenance du Nord. Ils sont affamés et assoiffés après plusieurs semaines de voyage en train.*

## Pauvre malgré le pétrole

Le partage des revenus pétroliers constitue un grave contentieux entre le Soudan du Sud et le Soudan. Environ 85% des gisements se trouvent sur le territoire du premier, tandis que le second abrite les raffineries et les oléoducs indispensables pour acheminer le brut jusqu'à Port-Soudan, sur la mer Rouge. Ces exportations sont vitales pour le nouvel État, qui n'a aucune autre source de revenus. Cependant, les négociations achoppent sur le montant des taxes de transit et de douane exigées par Khartoum. En attendant de pouvoir profiter de la manne pétrolière, le Soudan du Sud est l'un des pays les plus pauvres du monde : plus de 80% des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 90% sont analphabètes. Seuls environ 34% des habitants ont accès à de l'eau potable et 15% à des installations sanitaires.

(jls) Indépendant depuis le 9 juillet 2011, le Soudan du Sud émerge quasiment du néant. Deux longues guerres contre le Nord ont paralysé son développement. Il a besoin d'un soutien international à long terme pour relever les énormes défis qui l'attendent. « Après avoir fourni une aide d'urgence pendant des années, les donateurs peuvent maintenant travailler aussi dans une optique de développement. Il importe de créer des capacités sur place », estime Martin Jaggi, chef suppléant de la division Afrique à l'aide humanitaire de la DDC. Mais le chemin sera long : « À condition de ne pas replonger dans la violence, le Soudan du Sud aura besoin d'au moins deux ou trois générations avant de pouvoir se gérer d'une manière plus autonome. »

## L'eau, source de conflit

La DDC concentre ses efforts sur le Bahr el Ghazal du Nord, une province relativement stable qui jouxte la frontière soudanaise. Son domaine Aide humanitaire s'emploie notamment à assurer l'approvisionnement en eau, un secteur dans lequel le Soudan du Sud manque cruellement d'infrastructures et de compétences. Il s'agit d'abord de réhabiliter ou de creuser des puits, puis d'aider les villages à mettre en place des services de maintenance. Le projet vise également à renforcer les capacités des autorités locales en matière de gestion de l'eau.

Par ailleurs, la DDC reste prête à déployer une aide d'urgence dans le secteur de l'eau, au cas où un nouvel afflux de réfugiés ou des inondations décupleraient soudainement les besoins.

Dans le domaine du développement, la DDC soutient notamment un projet de la FAO qui mise sur des « écoles d'agriculture de terrain » pour améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la qualité de vie des petits paysans.

## Intégration des chefs coutumiers

La division Sécurité humaine du DFAE, qui fut très impliquée dans le processus de paix, est toujours active au Soudan du Sud. Elle soutient par exemple la création dans chaque province d'un Conseil des chefs coutumiers. Le but est d'intégrer le système judiciaire traditionnel dans les structures étatiques modernes, afin de faciliter le règlement des conflits. La diplomatie suisse contribue également à l'élaboration de la nouvelle Constitution ainsi qu'à la création de la banque centrale et de la nouvelle monnaie. De son côté, le Département fédéral de la défense donne des cours aux officiers de l'armée sud-soudanaise sur le droit international humanitaire. ■



# Faits et chiffres

## Sources d'informations

Rapport sur le développement dans le monde 2011 : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org), chercher « WDR 2011 »

Dossier de l'OCDE sur l'aide aux États fragiles : [www.oecd.org](http://www.oecd.org), « Thèmes », « Développement », « Conflits et situations de fragilité »

Groupe des États fragiles : [www.g7plus.org](http://www.g7plus.org)

Human Security Report 2009/2010 : [www.hsrgroup.org](http://www.hsrgroup.org)

Bureau pour la prévention des risques et le relèvement : [www.undp.org/bcpr](http://www.undp.org/bcpr)

Édition 2011 du Fardeau mondial de la violence armée : [www.genevadeclaration.org](http://www.genevadeclaration.org), « measurability »

## Chiffres

Environ 1,5 milliard d'êtres humains, soit plus de 20% de la population mondiale, vivent dans des États fragiles ou en conflit.

Environ 90% des guerres civiles de la décennie écoulée se sont déroulées dans des pays qui avaient déjà connu un tel conflit au cours des trente dernières années.

Chaque année, la violence armée tue plus de 526 000 personnes, dont 75% dans des pays qui ne sont pas affectés par un conflit.

Quatorze pays affichent des taux extrêmement élevés de violence meurtrière. La moitié d'entre eux sont situés en Amérique centrale ou du Sud.

Fin 2009, environ 42 millions de personnes avaient été chassées de chez elles par des conflits, des violences ou des violations des droits de l'homme.

## Citations

« Le g7+ nous donne une voix commune dans les discussions internationales, mais c'est un club que nous aimerions quitter au plus vite. »

*Olivier Kamitatu, ministre du plan de la RDC, à propos de la participation de son pays au groupe des États fragiles*

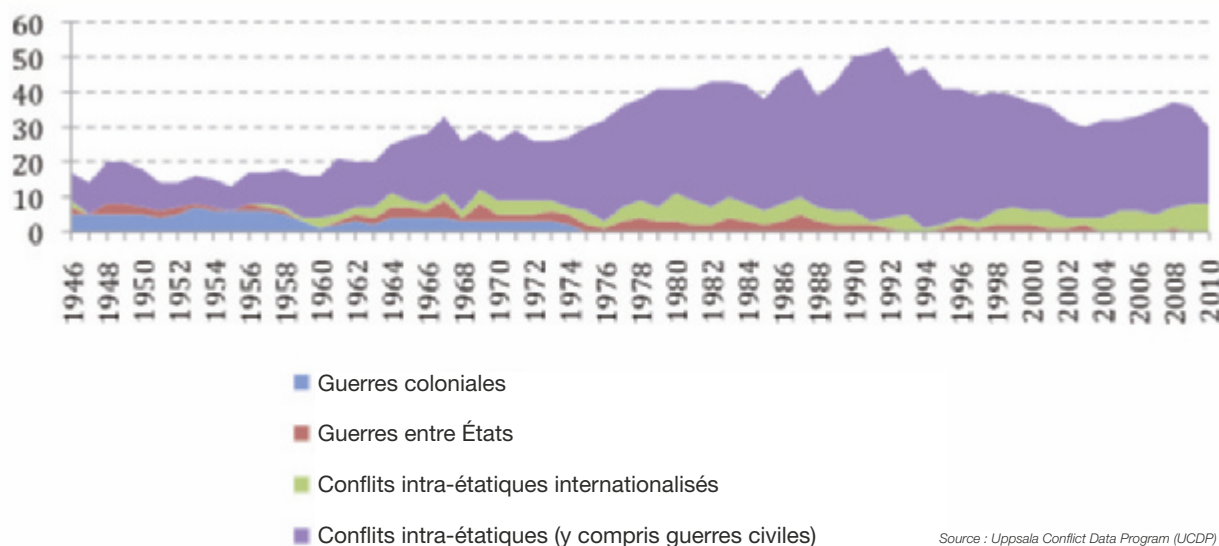
« Des générations de jeunes qui ont vécu de longs conflits n'ont connu que des violences. Un symbole fort de cela, c'est le fait que les enfants de Timor-Est n'ont pas joué sur les balançoires qui représentent une joie pour d'autres enfants. »

*Emilia Pires, ministre des Finances du Timor-Est*



Giorgio Taraschi/afp

## Conflits armés par types, 1946-2010



Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP)

# En route vers le passé?

Depuis la chute des talibans, en 2001, l'Afghanistan vit une période de profonde transformation. Des universités ont vu le jour, on a construit des hôpitaux et les femmes ont dorénavant leur propre ministère. Malgré les progrès et les espoirs, une question taraude toutefois la majeure partie de la population et en particulier les femmes : que se passera-t-il en 2014, après le retrait des troupes de l'OTAN ? D'Agnes Tandler\*.



HORIZONS

Chang W. Lee/NYTimes/af

*Des scènes qui auraient été inimaginables sous les talibans : une école mixte à Kaboul (ci-dessus) et une femme employée de la voirie (à droite).*

La cachette minuscule où Abida Azizi a enseigné en secret est toujours là. Un escalier raide et tortueux descend vers une cave obscure, dont les murs poussiéreux s'ornent encore de cartes de géographie et de tableaux noirs. La « salle de classe », dont le sol est recouvert de petits tapis rouges, mesure à peine plus de 6 mètres carrés. C'est ici que cette institutrice afghane a donné des cours, pendant plus

de quatre ans, à un total de 240 enfants des deux sexes. Elle bravait ainsi l'interdiction faite aux femmes de travailler et aux jeunes filles d'aller à l'école. « J'ai toujours été persuadée que les talibans ne resteraient pas éternellement au pouvoir », commente-t-elle en évoquant cette période, vieille de dix ans mais encore très présente dans sa mémoire.

### Des manuels scolaires déguisés en Coran

Abida est âgée aujourd'hui de 40 ans. Elle venait d'embrasser le métier d'enseignante lorsque les talibans sont arrivés au pouvoir en 1996. Ces islamistes radicaux ont aussitôt consigné femmes et filles dans les maisons et imposé le port de la burka, voile qui couvre le corps entier en ne laissant qu'une infime ouverture pour les yeux. La jeune institutrice a pourtant décidé de se défendre de son mieux : « J'avais peur. Mais je savais que mon action était juste, même si les talibans devaient me démasquer et me punir. »

Quatre fois par jour, des filles et des garçons venaient chez elle, une petite maison située dans un quartier pauvre de Kaboul. « Nous avons dit aux enfants d'envelopper leurs livres comme le Coran. » Pour protéger le livre sacré de la pluie et de la poussière, les Afghans l'emballent en effet dans des étoffes colorées.

L'enseignante « hors-la-loi » a bien failli se faire prendre. Un jour, des talibans sont venus frapper à la porte et ont exigé de voir les hommes de la maison. « Je leur ai dit qu'il n'y avait personne. Alors, ils sont repartis. » Abida Azizi est convaincue que les talibans étaient au courant de ses activités, mais qu'ils ne voulaient pas s'en prendre directement à elle, car les voisins appréciaient son travail et le jugeaient important.

Sous le régime islamiste, la jeune femme a néanmoins été battue à deux reprises en public. Un jour, elle était assise dans le bus avec l'un de ses enfants sur les genoux et avait de ce fait les jambes légèrement écartées. Les talibans l'ont rouée de coups pour ce comportement jugé indécent. Une autre fois, elle sortait de chez elle, vêtue comme toujours de sa burka, lorsqu'un groupe de talibans l'a encerclée. « Ils m'ont fouettée avec un câble, parce que l'on pouvait apercevoir un bout de ma robe », raconte cette jolie femme aux yeux rieurs.

plus de 97 millions de manuels scolaires. Le nombre d'enseignants est passé de 20 000 à 164 000, dont quelque 30% sont des femmes.

Malgré tous ces progrès, l'Afghanistan demeure l'un des pays les plus dangereux qui soient pour les femmes. Violences, abus et mariages forcés sont monnaie courante. L'espérance de vie des femmes ne dépasse pas 44 ans et ce pays très pauvre affiche le deuxième taux de mortalité maternelle du monde. Le taux de natalité demeure lui aussi élevé : chaque femme donne naissance à 6,5 enfants en moyenne ; lors de sa première grossesse, elle est sou-



Katherine Kiviat/Reuters/eur

### Quotas et ministère de la condition féminine

Abida Azizi n'a plus besoin d'avoir peur d'enseigner. Ces dernières années, l'Afghanistan a opéré une mue rapide : on a vu émerger des hôpitaux, des universités, des entreprises ainsi que des stations de radio et télévision. La capitale, Kaboul, s'enorgueillit même de ses centres commerciaux et de son nouvel aéroport. Le pays s'est doté d'un ministère de la condition féminine et une loi fixe un quota de femmes au Parlement. Une foule d'écoles privées et d'universités ont ouvert leurs portes aux étudiantes. Plus de 7 millions d'enfants sont aujourd'hui scolarisés, alors qu'ils étaient moins d'un million à la chute du régime taliban. Depuis 2003, le gouvernement afghan a imprimé et distribué

vent elle-même encore une enfant. Plus de 80% des Afghanes ne savent ni lire ni écrire et seules 40% des jeunes filles ont l'occasion d'aller un jour ou l'autre à l'école.

Le pays a certes promulgué une série de lois censées protéger les femmes, mais ces textes ne sont que rarement appliqués. Il y a deux ans, le Parlement a par exemple décidé de rendre pénalement punissables les violences faites aux Afghanes. L'ONU estime pourtant qu'une centaine de cas seulement ont été jugés jusqu'ici. « La majorité des jeunes filles et des femmes à qui j'ai affaire ne connaissent pas ces lois, explique Fatana Ishaq Gailani, présidente du Conseil des femmes afghanes. Notre gouvernement est très faible. Il ne se soucie pas de la condition féminine. »

### L'Afghanistan en bref

#### Nom

République islamique d'Afghanistan

#### Capitale

Kaboul

#### Superficie

652 230 km<sup>2</sup>

#### Population

29,8 millions

#### Âge moyen

18,2 ans

#### Ethnies

Pachtounes : 45%  
Tadjiks : 27%  
Hazaras : 9%  
Ouzbeks : 9%  
Aïmaks : 4%  
Turkmènes : 3%  
Autres : 2%

#### Langues

49 langues et plus de 200 dialectes  
Langues officielles : dari (persan) et pachtou

#### Produits d'exportation

Opium, fruits et noix, tapis tissés à la main, laine, coton, peaux, pierres fines et précieuses





Julien Charrier/leif

En Afghanistan, une grande partie de la population n'a pas encore conscience que les femmes ont des droits.

### Réseau de femmes

Samira Hamidi, 32 ans, dirige le Réseau des femmes afghanes (AWN), une organisation active depuis des années dans le pays. Lorsque les talibans ont pris le pouvoir, ses parents et elle se sont réfugiés au Pakistan voisin. À leur retour au pays, en 2002, ils ont eu un choc : « Il n'y avait pas d'électricité à Kaboul et l'approvisionnement en eau était mauvais », se souvient Samira Hamidi. La famille a dû se loger chez des proches, car leur maison avait été détruite pendant la guerre. Samira a trouvé du travail au ministère de l'intérieur. Elle devait recruter de futures policières. Le régime taliban ayant laissé des traces profondes dans la société, il était difficile de trouver des femmes prêtes à servir dans la police et à porter un uniforme à la place de la burka. Depuis trois ans, Samira travaille pour l'AWN et défend ainsi la place de la femme dans la société. [www.afghanwomennetwork.af](http://www.afghanwomennetwork.af)

### Par temps froid, les anciennes blessures se réveillent

Abida Azizi pense aussi que beaucoup reste à faire. Le mépris systématique des femmes n'a pas disparu avec les talibans. « Nombre de gens en Afghanistan ne savent rien des droits de la femme, surtout pas dans les régions rurales, conservatrices, où vit la majeure partie de la population. » Même les habitants de la capitale n'en ont pas vraiment conscience. Ils continuent de considérer les femmes comme des marchandises dont on fait ce que l'on veut : « Je n'oserais pas demander à un homme du quartier de Khair Khana si son épouse a le droit de travailler. Il me rosserait sur-le-champ. »

Dans sa maison de Kaboul, Abida Azizi est installée, pieds nus, au creux d'un épais canapé. Les hivers afghans sont longs et froids. Le seul *bukhari*, poêle en fonte dans lequel on brûle des copeaux de bois, se trouve dans l'autre pièce de la maison, où se tient le reste de la famille.

Le mari d'Abida touche un petit salaire d'employé de banque. Cela suffit tout juste à nourrir la famille de huit personnes. En 2001, lorsque le régime honni des talibans est tombé, une bombe a frappé leur maison. L'explosion a privé le mari de sa jambe droite. Abida a également été blessée. Aujourd'hui encore, les anciennes blessures se réveillent lorsqu'il fait froid.

### Incertitude lancinante

Après la chute des talibans, l'ancienne enseignante a créé un institut d'anglais et d'informatique dans le quartier de Shar-e-Now, au centre de Kaboul. Des problèmes financiers l'ont cependant obligée à le fermer au bout de six mois. Il est difficile de trouver des moyens et des sponsors lorsqu'on ne parle pas anglais, dit-elle. Mais rien ne saurait entamer sa volonté. Il y a peu, Abida et sa famille ont

ramassé les déchets dans les ruelles étroites du quartier. « Il faut bien que quelqu'un le fasse », dit-elle. Cela a étonné les voisins qui ont réagi avec méfiance.

À ses yeux, il n'est pas facile de changer les choses. Parfois, Aziza doit lutter pour ne pas perdre courage. C'est le cas lorsqu'elle évoque avec colère la corruption éhontée qui régit pratiquement tous les aspects de la vie en Afghanistan, gangrénant même les écoles et les universités : « Beaucoup de jeunes étudient avec zèle en espérant travailler ensuite dans un ministère, mais le gouvernement n'a pas de place pour eux. » D'autres, en revanche, versent des pots-de-vin aux directeurs d'écoles pour recevoir un certificat garni de bonnes notes et obtenir ensuite un poste dans l'administration. Cela fait partie du quotidien. « Le talent, le savoir et l'expérience ne comptent pas », déplore Abida Azizi.

Interrogée sur l'avenir de son pays, la jeune femme prend un air très grave. Elle estime qu'il reste d'énormes problèmes économiques à surmonter. Elle ignore aussi ce qui se passera lorsque l'OTAN retirera ses troupes d'Afghanistan, comme prévu, en 2014. Face à cette perspective, elle formule sa plus grande crainte : « Les talibans reviendront peut-être si la situation continue de se dégrader. » Les parents auront alors de nouveau peur d'envoyer leurs filles à l'école. ■

*\* Agnes Tandler est correspondante en Asie du Sud pour divers journaux germanophones. Elle se rend régulièrement en Afghanistan.*

*(De l'allemand)*

## Une journée sur le terrain avec... Marianne Huber, coordinatrice de la DDC à Kaboul

Ma journée de travail est surtout faite de séances, de réunions et d'entretiens. Je rencontre mes interlocuteurs soit dans nos bureaux à Kaboul, soit auprès de nos organisations partenaires, comme l'ONU avec laquelle nous réalisons des projets conjoints. Malgré le manque de sécurité, j'estime essentiel d'aller voir au moins une fois par an nos projets et nos collaborateurs sur le terrain, de suivre l'évolution des choses et de comprendre la réalité dans laquelle vit la population. Nous nous rendons alors en avion jusqu'au centre du district de la région concernée. De là, nous pouvons heureusement nous déplacer assez facilement. D'ailleurs, je ne connais aucun pays au monde qui offre des paysages aussi grandioses que l'Afghanistan.

Les gens continuent de vivre dans des conditions très précaires, surtout en dehors des villes. Malgré certains progrès, le système éducatif se trouve toujours dans un état déplorable. Le pays compte quelque 14 000 écoles, mais seule la moitié d'entre elles disposent d'un bâtiment. Les autres réunissent les élèves dehors, sous un arbre. De surcroît, les enseignants sont souvent mal préparés à leur tâche.

« J'éprouve un grand plaisir à faire mon travail, surtout lorsque je vois quelque chose se concrétiser. »

C'est pourquoi la formation est l'une des priorités de nos programmes.

Nous sommes persuadés qu'offrir une bonne éducation aux filles et aux garçons constitue le meilleur moyen pour permettre à cette société – traumatisée par trente années de guerre et d'insécurité – de se forger un avenir meilleur, plus serein. Par ailleurs, il est essentiel de rester engagé à long terme, car les gens ont besoin de temps pour retrouver les capacités et les compétences perdues durant la guerre, puis les mettre à nouveau au service de la société.

L'un des défis auxquels nous sommes confrontés est de travailler dans des régions qui sont régulièrement frappées par des catastrophes naturelles. L'hiver



DDC

dernier, par exemple, 3 millions de personnes ont souffert des conséquences de la sécheresse, la huitième en l'espace de onze ans. La prévention des catastrophes occupe donc une place de choix dans nos programmes. Quoi qu'il en soit, j'éprouve un grand plaisir à faire mon travail, surtout lorsque je vois quelque chose se concrétiser. Par exemple, lorsqu'une relation de confiance réciproque s'installe entre nos collaborateurs sur le terrain et la population locale.

J'habite une rue tranquille dans un quartier d'ambassades, bien gardé. Mon superbe jardin, où s'épanouissent des roses, des tournesols et divers arbres fruitiers, est une petite oasis dans l'immensité de Kaboul. À pied, il ne me faut que quelques minutes pour me rendre au travail. Mon *chowkidar* (jardinier et agent de sécurité) m'accompagne sur le trajet. Dans l'espace public, je porte toujours un foulard et un long manteau noir. Ainsi, je ne suis guère différente des Afghanes et me sens bien protégée. Comme l'insécurité continue de régner, notre liberté de mouvement est très restreinte. Nulle part, il n'est possible de flâner en toute quiétude. Pour rester en forme, je pratique le yoga et le vélo d'appartement.

En fin de compte, les conditions de sécurité constituent un souci permanent. C'est pourquoi il est important de sortir du pays à intervalles réguliers, pour prendre ses distances et recharger ses batteries. Personnellement, c'est dans notre belle Suisse que je préfère aller me ressourcer. ■

(Propos recueillis par Beat Felber)

(De l'allemand)

### Engagement à long terme

Après la chute du régime des talibans, en 2001, la Suisse a surtout apporté une aide humanitaire aux groupes de population les plus touchés, comme les personnes déplacées, celles qui reviennent au pays ainsi que les réfugiés en Iran et au Pakistan. Depuis 2004, ce programme s'est peu à peu transformé en un engagement à long terme axé sur le développement et la reconstruction. La DDC se consacre en particulier à la bonne gestion des affaires publiques, au respect des droits de l'homme ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées.  
[www.ddc.admin.ch/afghanistan](http://www.ddc.admin.ch/afghanistan)  
[www.swiss-cooperation.admin.ch/afghanistan](http://www.swiss-cooperation.admin.ch/afghanistan)

## On m'a mariée à 13 ans

Depuis deux ans, je travaille pour une organisation non gouvernementale (ONG) qui défend les droits de l'homme et la démocratie. Nos activités s'adressent surtout aux victimes de la longue guerre qui a secoué l'Afghanistan. Nous utilisons beaucoup le théâtre, car nous voulons renforcer la capacité de ces personnes à s'exprimer et à regagner leur autonomie. Nous voulons aussi créer des associations de victimes et les amener à s'entraider, l'objectif à long terme étant de mettre sur pied une justice transitoire. Un projet intitulé « Trésors de la mémoire » rassemble des documents qui serviront peut-être un jour à étayer des plaintes et à apporter des témoignages.

Le théâtre a déjà fait ses preuves dans divers États fragiles. C'est ce qui nous incite à croire dans un avenir plus lumineux et plus juste. Cependant, la situation dans mon pays est désespérante, tant sur le plan politique qu'économique. Il n'y a aucune volonté de changement. L'esprit clanique et les traditions rigides continuent de faire la loi. La communauté internationale a consacré d'énormes budgets à la démocratisation, mais les progrès demeurent insignifiants dans des domaines tels que le respect des droits de l'homme.

Durant la guerre contre l'URSS, mes parents ont fui vers l'Iran. Je suis née quelque part sur le trajet. En Iran, j'ai pu aller à l'école. On m'a mariée à 13 ans, car mes parents, conservateurs, pensaient qu'une fille ne devait pas rester trop longtemps

la maison. À 14 ans, j'ai mis au monde mon premier bébé, un accouchement très difficile. L'enfant est mort quelques années plus tard. J'ai ensuite appris que mon mari était toxicomane. Les années suivantes ont été particulièrement dures. J'ai eu d'autres enfants. Nous étions extrêmement pauvres. Tout en poursuivant mes études, je travaillais du matin au soir pour gagner l'argent du ménage. Si je ne travaillais pas, mon mari me battait.



**Zahra Yaganah**, âgée de 29 ans, est une militante féministe afghane. Après avoir étudié la psychopathologie pendant trois ans, elle a collaboré avec diverses organisations nationales et internationales de promotion de la femme. Aujourd'hui, elle travaille pour l'Organisation pour les droits de l'homme et la démocratie en Afghanistan (AHRDO).

Zahra Yaganah vit à Kaboul et élève seule ses enfants.  
[www.ahrdo.org](http://www.ahrdo.org)

En 2005, l'ONU nous a reconduits en Afghanistan. Dès notre arrivée, la situation s'est encore aggravée, car il était très aisé de se procurer de la drogue. L'idéologie des talibans étant encore omniprésente, il m'était beaucoup plus difficile de travailler. Je suis parvenue à me séparer de mon mari, mais mes enfants sont restés chez lui. Peu de temps après, il a disparu, il est retourné en Iran. Mes beaux-parents m'ont alors ramené mes enfants, car ils ne voulaient pas subvenir à leurs besoins. « Aussi longtemps que ton mari sera absent », m'ont-ils dit.

Par la suite, j'ai atterri dans un endroit dont mes proches ignoraient tout : une maison pour femmes seules. Peu à peu, j'ai retrouvé la paix. J'ai pris contact avec la Commission afghane indépendante des droits de l'homme. Là, on m'a appris qu'il existe des conventions internationales et que j'avais le droit de garder mes enfants. Cela m'a redonné du courage. J'ai travaillé à gauche et à droite, avant d'entrer dans l'ONG qui m'emploie aujourd'hui. Ici, j'ai rencontré beaucoup de femmes ayant traversé les mêmes épreuves que moi. Ensemble, nous sommes parvenues à nous exprimer et à rechercher des solutions pour améliorer notre vie. Nos activités suscitent toutefois beaucoup de rejet, car les femmes qui font du théâtre ne sont pas prises au sérieux.

Mes filles vont désormais à l'école et apprennent l'anglais. Moi aussi, je continue à suivre des cours. C'est surtout la recherche d'un logement qui est difficile – une femme seule n'a droit à aucune protection. Quand je pense à l'avenir de l'Afghanistan, le pessimisme me gagne. Si la situation s'aggrave encore, je ne me sentirai plus du tout en sécurité ici. ■

(Du dari)



# Les premiers notaires du Kosovo

Un travail énorme attend les premiers notaires du Kosovo. Le nouvel État, indépendant depuis 2008, n'était pas en mesure jusqu'ici de fournir ce type de prestations. Avec l'appui de la Suisse, il a réuni les conditions requises pour se doter d'un système notarial. Reste à passer à la pratique.



Martin Poemers/afip

*L'arrivée de notaires facilitera les transferts de propriétés foncières au Kosovo.*

(gn) À l'automne 2011, le Kosovo a fêté ses premiers notaires. En effet, dix femmes et 38 hommes venaient d'achever une formation d'une année élaborée par des organismes locaux et internationaux, puis sanctionnée par des examens. La remise des diplômes a marqué un moment historique pour le jeune État. C'était une étape décisive vers l'introduction au niveau national d'un système notarial de qualité.

En 2006, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo avait requis l'aide de l'Institut international des hautes études notariales (IHN), à Lausanne, afin de préparer une législation dans ce domaine. Peu après l'accession à l'indépendance, c'est le ministère kosovar de la justice qui a pris contact avec les experts vaudois. La requête portait cette fois sur la mise en œuvre de la loi. Le notariat étant totalement nouveau pour ce pays, il fallait tout d'abord former des notaires, afin qu'ils puissent se lancer dans la pratique en ouvrant un « bureau modèle » à Pristina.

« C'est une expérience unique », s'enthousiasme Anne Moulin, chargée de programme pour le Kosovo à la DDC. « Dans notre travail, il est rare que nous puissions accompagner la création d'une ins-

titution depuis le début. » La DDC a commencé de financer ce projet en 2008. Elle continuera à le soutenir jusqu'en 2014, en lui allouant un montant total de 2 millions de francs. Une somme modeste en regard des effets escomptés.

## Une montagne de cas en suspens

Au Kosovo, les tribunaux locaux devaient jusqu'ici traiter toutes les affaires juridiques, même celles qui ne font l'objet d'aucun litige. Il en est résulté des retards considérables. Le nombre de cas en suspens s'élèverait aujourd'hui à 200 000. On espère donc que les notaires pourront rapidement prendre en charge les affaires purement administratives, comme les transferts de propriétés foncières, ce qui déchargera l'appareil judiciaire.

Auparavant, il reste au ministère de la justice à fixer les taxes des prestations notariales. Avec l'aide de l'IHN, les notaires doivent encore organiser leur bureau et créer une organisation professionnelle. Le principal problème sera toutefois de faire connaître ces prestations aux futurs clients et de gagner la confiance de la population. ■

*(De l'allemand)*

## Une grande responsabilité

« Pour moi, c'est une joie et un privilège de compter parmi les premiers notaires du Kosovo. En même temps, la tâche que me confie la justice kosovare représente une grande responsabilité. La création du système notarial faisait partie de la réforme judiciaire. C'est à nous maintenant de mettre en œuvre ce projet. Nous devons établir une pratique et une tradition du notariat. Il est essentiel que le système notarial fasse ses preuves et que nous puissions apporter une aide efficace à la population kosovare. »  
*La juriste Arbena Shehu, 36 ans, a obtenu les meilleurs résultats aux examens qui ont clos le premier cours de formation des notaires.*

# L'agriculture bio au banc d'essai sous les Tropiques

Dans l'hémisphère Nord, les avantages et les potentiels de l'agriculture biologique ont été établis scientifiquement depuis belle lurette. Mais qu'en est-il sous les Tropiques? Des tests comparatifs sont en cours au Kenya, en Inde et en Bolivie. Ils devraient apporter des réponses bien étayées.



Dans la vallée indienne du Narmada, les chercheurs évaluent les rendements du coton, du blé et du soja, cultivés selon une rotation bisannuelle.

(gn) Au Sud, beaucoup de petits paysans n'ont pas les moyens d'acheter des engrais ou des produits phytosanitaires. Ils cultivent bio par la force des choses. En Suisse, la situation est complètement différente : ce type de culture est rentable pour les exploitants, et pas uniquement parce qu'un label bio garantit de meilleurs débouchés et des prix plus élevés. Des travaux scientifiques montrent en effet que l'agriculture biologique améliore la qualité du sol et accroît la biodiversité, ce qui a un impact positif sur les rendements.

Ces résultats sont le fruit de longues études menées en Suisse par l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), basé à Frick (Argovie). Il est cependant impossible de les transposer tels quels sous les Tropiques. Dans un climat chaud, les matières organiques se dégradent plus vite dans le sol. De manière générale, tous les processus sont sensiblement plus dynamiques, que ce soit la croissance des végétaux ou la dissémination des parasites, des maladies et des mauvaises herbes.

## Recherche de preuves scientifiques

Nombre d'agences de développement, d'instituts de recherche et d'organisations non gouvernementales misent depuis des années sur l'agriculture biologique afin d'améliorer les conditions de vie des petits paysans. Bien que les succès ne manquent pas, aucune étude systématique n'a jusqu'ici démontré que ce type de culture constitue effectivement l'approche idéale pour les populations concernées. Afin d'obtenir des données scientifiques probantes, on a donc lancé une étude comparative de longue durée, qui fait intervenir des chercheurs, des vulgarisateurs agricoles et des paysans. L'expérience est menée dans des champs situés au Kenya, en Inde et en Bolivie : on y fait pousser des variétés traditionnelles en recourant à différents modes de culture.

## Légumes, maïs, coton et cacao

Au Kenya, par exemple, on compare les méthodes biologique et conventionnelle pour la culture des





Au Kenya (à gauche), le projet compare le recours aux méthodes biologique et conventionnelle dans des champs de légumes et de maïs. En Bolivie, il s'intéresse à la culture du cacao.

légumes et du maïs. « Les facteurs importants sont d'une part le rendement de la récolte, d'autre part les coûts de production. Ce qui compte pour le paysan, c'est le revenu qu'il tire de son travail », explique Dionys Forster, responsable de ce projet de recherche au FiBL.

En Inde, on a choisi de mener les essais dans la vallée du Narmada, où la fondation suisse bioRe est engagée dans la culture du coton. Sur le même modèle qu'au Kenya, les chercheurs évaluent les rendements du coton, du blé et du soja, cultivés en rotation bisannuelle. En Bolivie, ils s'intéressent à la culture du cacao. « L'étude ne vise pas seulement à identifier les méthodes qui assurent les rendements les plus durables et les revenus les plus élevés. Nous voulons aussi collaborer avec les paysans afin de trouver ensemble des solutions à des problèmes biologiques spécifiques », explique Dionys Forster. Certes, le projet pourrait faire appel aux connaissances déjà acquises en Europe en matière de bio. Mais il importe toujours de tenir compte des conditions locales, souligne ce spécialiste.

### Des changements durables

Les avantages et les inconvénients des divers modes de culture n'apparaissant qu'à long terme, l'étude comparative devrait durer une vingtaine d'années. C'est notamment la fertilité du sol, élément primordial de l'agriculture durable, qui évolue très lentement.

Cinq ans après le lancement du projet, les scientifiques interprètent donc avec une extrême prudence les données recueillies jusqu'ici. L'expérience montre que les rendements sont un peu décevants durant les premières années qui suivent le passage de la culture conventionnelle à la culture bio. Les choses doivent tout d'abord se mettre en place. Les essais menés sous les Tropiques semblent

avoir passé ce cap : « Les premiers indicateurs révèlent que la fertilité s'est améliorée sur les parcelles bio », rapporte Dionys Forster. À long terme, cela devrait se répercuter positivement sur les rendements et les revenus.

### Des petits paysans prêts à innover

La DDC participe au projet avec une contribution de 400 000 francs par an. Ses activités dans le domaine agricole visent avant tout à promouvoir les petits paysans, qui produisent 70% des denrées alimentaires mondiales.

« Pour nous, il importe peu que ce soit la culture bio ou d'autres méthodes durables qui obtiennent les meilleurs résultats », affirme Markus Bürli, chef suppléant du programme global Sécurité alimentaire. En soutenant cette étude de longue haleine, la DDC veut que les paysans puissent s'informer sur les avantages et les inconvénients de chaque méthode de culture. Ils pourront ensuite choisir en toute connaissance de cause celle qui correspond le mieux à leurs conditions de vie et de production. Ce n'est là toutefois que l'un des multiples facteurs qui influencent la situation économique des paysans. Les pertes post-récolte, le droit foncier et l'accès aux marchés jouent également un rôle crucial.

Lors de sa visite au Kenya, Markus Bürli a été particulièrement impressionné par les méthodes biologiques novatrices : « Les femmes, surtout, se lancent volontiers dans les innovations. Elles ont appris à utiliser efficacement le fumier et le compost. Elles élaborent leurs propres produits phytosanitaires biologiques. Une paysanne a même nourri ses poules avec des aliments vitaminés de sa fabrication. » ■

(De l'allemand)

### Une vaste collaboration

L'étude comparative des méthodes de culture sous les Tropiques, lancée par le FiBL et ses partenaires du Sud, bénéficie du soutien des milieux scientifiques, d'organisations de développement et du secteur privé. Les bailleurs de fonds de ce projet sont la DDC, l'agence de développement du Liechtenstein, le Fonds Coop pour le développement durable et la fondation BioVision. Le FiBL assure la direction scientifique et la coordination. Quant aux principaux partenaires sur le terrain, ce sont le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (icipe) au Kenya, l'association bioRe India et la société Remei en Inde, ainsi que la firme Ecotop, l'Université San Andres et la fondation PIAF-El Ceibo en Bolivie.

[www.systems-comparison.fibl.org](http://www.systems-comparison.fibl.org)  
[www.fibl.org](http://www.fibl.org)

# DDC interne



**Quatre crédits, un message (mq5)** Durant les sessions d'été et d'automne, le Parlement débattait du Message du Conseil fédéral sur la coopération internationale de la Suisse pour la période 2013-2016. Pour la première fois, ce message englobe les tâches de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, les mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement ainsi que la coopération avec les États d'Europe de l'Est. Le volume d'engagements prévu totalise 11,35 milliards de francs. Si ce montant est approuvé, les moyens alloués à l'aide publique au développement atteindront 0,5% du revenu national brut (RNB) en 2015, conformément au but fixé par le Parlement en février 2011. Ce taux place la Suisse dans une position médiane parmi les pays de l'OCDE. Réduire la pauvreté reste l'objectif principal du nouveau message. La Suisse renforcera son engagement dans les contextes fragiles et continuera à se focaliser sur la maîtrise des défis mondiaux qui font obstacle au développement des pays pauvres.

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch),  
« Message 2013-2016 »

## Cochabamba se met au recyclage

(bm) La Bolivie génère chaque jour 4782 tonnes de déchets

solides, dont 4160 tonnes dans les villes. Elle en recycle à peine 2,8%. Environ 60% de ces ordures sont des matières organiques. Entreposées dans des décharges à ciel ouvert, elles dégagent des substances nocives, en particulier des gaz à effet de serre. Les eaux de pluie, en s'infiltrant dans le sol, se chargent de produits toxiques. Afin de réduire les risques pour l'environnement et la santé, la DDC a lancé un projet novateur à Cochabamba, en collaboration avec



Swisscontact. Elle finance une usine de traitement qui transforme en engrais naturels et en biogaz, une énergie renouvelable, les quelque 200 tonnes de déchets organiques produits quotidiennement par les 600 000 habitants de la ville. C'est la première fois que la DDC réalise un projet de ce type en Bolivie. L'expérience pourrait s'étendre ensuite à d'autres villes.

*Durée du projet : 2012 – fin 2013*

*Volume : 700 000 CHF*

## Boursiers des Balkans en Suisse

(mpe) La Commission fédérale des bourses pour étudiants étrangers offre chaque année quinze à vingt bourses de formation postgrade à des personnes originaires des Balkans occidentaux. Pour approfondir les échanges universitaires avec cette région du monde, la DDC a décidé

d'octroyer de son côté vingt autres bourses chaque année. Elle permettra ainsi à 80 étudiants supplémentaires de passer neuf mois dans une université suisse entre 2010 et 2014. Les boursiers viennent de Serbie, de Bosnie et Herzégovine, de Macédoine, du Kosovo et du Monténégro. Ce programme vise aussi à renforcer la collaboration entre les universités de Suisse et des Balkans occidentaux, sur le plan tant quantitatif que qualitatif.

*Durée de la phase : 2009 – 2014*

*Budget : 1,6 million CHF*

## Aide aux réfugiés syriens

(szb) Alors que la situation continue de se dégrader en Syrie, un nombre croissant d'habitants cherchent à fuir ce pays. Plus de 10 300 se sont enregistrés auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Liban et 9000 en Jordanie. La DDC aide le HCR à couvrir les besoins vitaux de ces réfugiés en leur fournissant des couvertures, des aliments, des articles d'hygiène, des ustensiles de cuisine ainsi que des soins médicaux. Pour soulager la population libanaise et jordanienne, elle a en outre mis sur pied des projets aux effets rapides, comme par exemple le soutien financier des familles d'accueil, qui profitent aussi bien à la population locale qu'aux réfugiés eux-mêmes.

*Durée du projet : fin 2011 – fin 2012*

*Volume : 400 000 CHF*

## Des plantes chez le docteur

(mq5) Dans les pays en développement, quelque 500 mil-



lions de familles paysannes nourrissent près de 2 milliards de personnes. La production de fruits, de légumes et de céréales leur apporte la sécurité alimentaire ainsi qu'un revenu. Pour elles, une mauvaise récolte est source de famine et de pauvreté. À condition de disposer des connaissances appropriées, il est possible de limiter les pertes provoquées par les maladies végétales et les ravageurs. Avec le soutien de la DDC, l'initiative Plantwise met sur pied un réseau de « cliniques des plantes » dans quarante pays en développement. Les agriculteurs y viennent avec un échantillon de leur plante malade. Ils sont reçus par des phytothérapeutes capables de poser un diagnostic et de fournir des conseils sur les soins à prodiguer. Les problèmes recensés, les méthodes de traitement appliquées et les résultats obtenus sont enregistrés dans une banque de données centrale gérée par le Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (Cabi).

*Durée du projet : 2012 – 2014*  
*Volume : 3 millions CHF*

# L'aide humanitaire n'est pas un exercice de pompiers

Secourir les gens en détresse est une obligation. Manuel Bessler s'y consacre depuis des dizaines d'années: d'abord comme avocat, puis au CICR et au sein des Nations Unies. Après avoir longtemps travaillé à l'étranger, il dirige depuis octobre 2011 le domaine Aide humanitaire de la DDC. Il évoque avec Gabriela Neuhaus ses débuts dans cette nouvelle fonction ainsi que ses priorités pour l'avenir.



Des millions de personnes souffrent de la guerre, de la sécheresse et des inondations en Somalie – ici, un camp de personnes déplacées à Mogadisho.

**Un seul monde: Qu'est-ce qui distingue ou rapproche votre travail actuel de vos activités précédentes?**

**Manuel Bessler:** L'engagement humanitaire est resté pareil. Cet aspect a toujours été crucial pour moi et il constitue la raison d'être de l'aide humanitaire suisse. Je voulais rester dans ce domaine après avoir travaillé dix ans pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – mais toujours sur le terrain –, puis plus d'une décennie pour l'ONU. En tant que représentant d'un pays donateur, je peux maintenant contribuer à façonner et à financer l'aide humanitaire, ce qui est nouveau pour moi. La Suisse a ceci de particulier qu'en plus de financer divers programmes et activités, elle réalise ses propres actions.

**Comment considérez-vous le travail de l'aide humanitaire suisse et du Corps suisse**

**d'aide humanitaire (CSA) à la lumière de votre longue expérience internationale?**

C'est sur le terrain que j'ai connu la Suisse en tant qu'acteur et pays donateur. Elle s'est toujours montrée fiable et cohérente, capable de réagir vite et en souplesse. Face aux situations d'urgence, la DDC se montrait très coopérative et offrait souvent son soutien. D'ailleurs, la Suisse jouit d'une excellente réputation auprès des autres agences gouvernementales, en raison de son engagement concret et de sa tradition humanitaire. Bref, l'Aide humanitaire de la Confédération est connue et appréciée.

**Même si elle reste un acteur modeste sur un marché humanitaire qui a pris d'énormes proportions?**

De nos jours, le travail humanitaire est un business qui implique beaucoup d'argent et une multitude d'acteurs, aussi bien anciens que nouveaux. Nom-



Anna Zinggi/DDC

L'ambassadeur **Manuel Bessler** est vice-directeur de la DDC, délégué à l'aide humanitaire et chef du CSA depuis octobre 2011. Il a fait ses études à l'Université de Zurich et à la Faculté de droit de Harvard. Il a commencé sa carrière en tant qu'avocat à Zurich, avant d'être engagé en 1991 par le CICR. Ses missions l'ont mené notamment au Proche-Orient, en Haïti, en Tchétchénie et en Irak. De 2000 à 2011, Manuel Bessler a travaillé pour le Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH) de l'ONU, d'abord à la division de politique humanitaire à New York, puis en tant que chef du bureau de l'organisation à Jérusalem. D'avril 2009 jusqu'à son entrée à la DDC, il a dirigé l'antenne du BCAH au Pakistan.  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), «*Activités*», «*Aide humanitaire*»

### Soulager la détresse humaine partout

L'Aide humanitaire de la Confédération intervient partout dans le monde où il y a des vies à sauver et des souffrances à apaiser. Elle dispose d'un budget annuel d'environ 300 millions de francs. Le Conseil fédéral souhaite augmenter au cours des prochaines années les moyens qui lui sont alloués. Cette évolution répond à des besoins croissants, mais reflète également le fait que l'aide humanitaire dépasse aujourd'hui le cadre des secours d'urgence, s'occupant également de réhabilitation et de prévention des catastrophes. Grâce à son système de milice, le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) dispose d'un réservoir de spécialistes qui interviennent dans le monde entier. En février dernier, 112 membres du CSA étaient en mission dans 33 pays, que ce soit en Côte d'Ivoire sur mandat du Programme alimentaire mondial, au Soudan du Sud ou en Haïti pour des projets de la DDC liés à l'eau, ou encore au Bangladesh en qualité de coordinateur pour la prévention de catastrophes.



DDC

*Dans le nord du Kenya, frappé par la sécheresse, 2 à 3 millions de personnes sont tributaires de l'aide humanitaire.*

bre d'intervenants n'ont pas une formation appropriée ou disposent d'équipements insuffisants. On a pu le constater après de grandes catastrophes, comme le séisme en Haïti ou les inondations au Pakistan. Nous devons éviter que les régions frappées par des crises ou des catastrophes deviennent des terrains d'exercice. Cela fait plus de quarante ans que la Suisse pratique l'aide humanitaire. Nous avons des partenariats solides et sûrs, surtout avec le CICR, les agences onusiennes et les œuvres d'entraide suisses. Ce vaste réseau nous procure les contacts et l'influence nécessaires au sein de la communauté humanitaire.

### Depuis votre entrée en fonction, vous avez visité divers projets. Quelles ont été vos impressions les plus fortes?

L'aide humanitaire se déploie sur le terrain. C'est pourquoi il est important pour moi de soutenir nos collaborateurs qui opèrent dans des contextes parfois difficiles. Le travail de terrain n'existerait pas sans la centrale. Inversement, celle-ci serait inutile en l'absence du terrain. Ma première visite m'a conduit au Sri Lanka, où la Suisse réalise un programme à moyen et long terme. La situation humanitaire s'y est heureusement améliorée, mais les besoins restent considérables. Nous aidons par exemple des victimes de la guerre à reconstruire

leur maison : ces gens reçoivent une certaine somme d'argent ; ils établissent les plans eux-mêmes et doivent prendre à leur charge une part des coûts. Ma deuxième mission m'a mené au Soudan du Sud, un jeune pays confronté à d'immenses défis. Notre bureau à Juba travaille avec des organisations onusiennes, mais poursuit également ses propres projets. D'anciens réfugiés de guerre continuent d'affluer depuis le Nord, affamés et assoiffés après trois semaines de voyage en train. Ils ont besoin d'abord d'une aide à la survie, puis d'un soutien pour redémarrer. Nous nous sommes concentrés sur l'approvisionnement en eau, mais ces gens ont aussi besoin de semences et d'outils pour redevenir le plus vite possible autonomes. En janvier, je suis allé à Mogadiscio, en Somalie, pour voir où et comment la Suisse peut apporter de l'aide – soit directement soit via des organisations partenaires – dans ce contexte difficile. De là, je me suis rendu dans le nord du Kenya. Avec Vétérinaires sans frontières, nous aidons des éleveurs de bovins que la sécheresse conduit à opter pour les chameaux.

### La DDC entend renforcer son engagement dans les États fragiles. L'aide humanitaire sera-t-elle plus fortement sollicitée?

Aujourd'hui déjà, nous travaillons principalement dans des contextes fragiles ou instables – mais pas seulement, comme l'a montré notre intervention au Japon après le tsunami. Ce sont les besoins qui priment : nous agissons là où les gens sont dans la détresse en raison de crises, de conflits ou de catastrophes.

---

« L'aide humanitaire doit aussi inciter les gens à assumer des responsabilités et à prendre des initiatives. »

---

### Souvent, l'aide humanitaire intervient dans des pays fragiles parce que la coopération au développement ne s'y justifie pas politiquement en raison d'une gouvernance insuffisante.

Les besoins des populations doivent être le critère fondamental de l'aide humanitaire. Il est essentiel que celle-ci agisse de concert avec la coopération. À la DDC, nous avons le grand avantage que les deux sont réunies sous le même toit. L'aide hu-



Au Soudan du Sud, l'aide humanitaire suisse se concentre sur l'approvisionnement en eau.

manitaire est souvent le prélude à des programmes à plus long terme. Elle est donc aussi prompte à réagir que les pompiers, mais elle travaille également dans la durée, du fait qu'elle lance la reconstruction après la phase des secours d'urgence.

**Les projets dont vous avez parlé, au Sri Lanka ou au Kenya, ne sont pas de l'aide d'urgence au sens classique du terme. Les secours immédiats ont-ils tendance à céder la place à des engagements de plus longue durée ?**

L'aide humanitaire se doit d'être durable. Dans les zones de conflit, beaucoup de gens vivent depuis des décennies dans des camps de réfugiés. Ils dépendent de la distribution quotidienne de nourriture et d'eau potable. C'est délicat, car ces réfugiés devraient retrouver au plus vite leur indépendance. Voilà pourquoi nous tendons à pratiquer une aide à moyen ou long terme, qui leur permet de redevenir autonomes et de retrouver leur dignité. L'aide humanitaire va au-delà des secours d'urgence. Elle doit aussi inciter les gens à assumer des responsabilités et à prendre des initiatives. Il est donc essentiel que des projets de longue durée – comme les chameaux au Kenya ou la reconstruction au Sri Lanka – soient liés à l'initiative des bénéficiaires.

**L'aide humanitaire de la DDC donnera donc désormais la priorité à la durabilité plutôt qu'aux interventions d'urgence ?**

Nous avons besoin d'une aide d'urgence rapide et efficace, qui envoie des experts et du matériel sur place en l'espace de 24 à 48 heures après une catastrophe. On nous juge sur notre capacité à réagir vite et de manière adéquate dans une situation de crise. Mais il faut compléter cela par un engagement à moyen et à long terme de même qualité, afin d'aider les gens à sortir du chaos et à entamer une nouvelle vie.

**Allez-vous fixer de nouvelles priorités dans votre travail ?**

Je conçois l'aide humanitaire de la Suisse sur deux piliers, l'un multilatéral et l'autre bilatéral. Le premier correspond à nos liens avec des organisations internationales et régionales ainsi qu'avec d'autres pays donateurs. Le second – tout aussi important – permet à la Suisse d'être elle-même active sur le terrain. À l'avenir, je souhaite m'engager encore plus, avec mon équipe, dans le domaine multilatéral : ma longue expérience m'a montré qu'il reste beaucoup à faire en matière de coordination de l'aide humanitaire. Nous aurons bien progressé quand les pays donateurs seront unanimes à réclamer que la sécurité, l'accès à l'aide et aux démunis ou encore la durabilité des organisations humanitaires, soient autant de sujets à régler en commun. ■

*(De l'allemand)*

**Satan à la table des négociations**

« La sécurité n'est pas seulement une affaire de murs et de barbelés infranchissables. Il s'agit surtout de se faire accepter, d'où la nécessité de communiquer avec les gens. Même si l'on ne parle pas leur langue, il faudrait pouvoir leur expliquer quels sont notre mandat et notre motivation. Nous devons parler avec les victimes, avec les autorités locales, même avec des guérilleros et des gens que l'on ne souhaiterait pas fréquenter. Pour paraphraser le proverbe, je négocierais même avec le diable si cela peut me donner accès aux personnes qui ont besoin d'aide. »  
*Manuel Bessler à propos de la sécurité dans l'aide humanitaire*

# Des forêts déboisées sous le nez de l'État

Il y a presque trente ans, le déboisement à outrance avait rétréci les forêts du Népal dans des proportions dramatiques. Les trafiquants de bois bénéficiaient d'appuis politiques et leurs profits étaient une importante source de revenus pour le gouvernement. Le changement est venu d'un modèle de développement qui impliquait les communautés locales dans la protection des forêts. En quelques années, ce programme a permis de reconstituer la majeure partie des surfaces déboisées.

Les groupements d'usagers des forêts communautaires sont devenus de puissants acteurs de la vie locale. Ils ont pu assurer non seulement la protection des espaces boisés, mais aussi leur exploitation durable et le partage équitable des ressources entre les villageois. Construisant écoles, hôpitaux et routes à travers le pays, ils ont tracé la voie de la mobilisation et de l'émancipation des populations.

Profitant d'un vide politique persistant, les gens se sont cependant remis à détruire les forêts népalaises. Celles-ci ont toujours souffert dans les périodes de transition politique,

mais jamais autant qu'aujourd'hui. Dans la plaine du Terai, de grandes surfaces boisées, longtemps entretenues avec soin, se font dégarnir sous le nez des autorités. L'année dernière, des journaux ont révélé que le ministre des forêts et toute une brochette de hauts fonctionnaires étaient impliqués dans le commerce lucratif du bois. La déforestation n'est pas aussi grave dans la zone des moyennes montagnes, où le manque de routes d'accès décourage les bûcherons et où le système de protection des forêts par les communautés fonctionne bien.

Cependant, des informations en provenance de tout le pays ont révélé que certains membres des communautés étaient de mèche avec les bûcherons et les autorités. Elles ont conduit les experts à s'inquiéter pour l'avenir de ce programme. La scission de la Fédération népalaise des groupements d'usagers, partagée en deux factions politiques, n'a rien fait pour réhabiliter le modèle. Cupidité, corruption et politisation excessive menacent de compromettre ce que la foresterie communautaire a mis des années à réaliser. Les destructions vont si loin que les

connaisseurs disent n'avoir pas observé un tel pillage d'arbres et de ressources naturelles depuis des décennies. Plus de 30 000 hectares de forêts ont été rasés rien qu'en 2011.

Profitant de la faiblesse des pouvoirs publics, des trafiquants ont infiltré les groupements d'usagers et soudoient les fonctionnaires pour obtenir le droit d'abattre plus d'arbres que le quota fixé. Les gains importants ainsi réalisés devraient en principe être affectés au développement local, mais les populations les plus pauvres en voient rarement la couleur. Le gouvernement, qui est censé protéger les forêts, ferme les yeux sur une corruption qui part du sommet.

L'année passée, l'organe officiel de lutte contre la corruption a inculpé quatorze fonctionnaires forestiers impliqués dans le trafic de bois, mais tous ont échappé à une sanction. Face à un État incapable de faire respecter la loi, il est plus difficile que jamais de protéger les forêts communautaires contre les bureaucrates cupides et les trafiquants. La participation de groupements d'usagers aux abattages illégaux a aussi semé le doute récem-

ment sur l'efficacité du modèle communautaire. Certes, la corruption existe au sein des groupements et doit être combattue. Il n'en reste pas moins que 75% des forêts népalaises appartiennent encore à l'État. Le problème n'est pas le modèle lui-même, mais l'incapacité du gouvernement à le mettre à l'abri des escrocs.

Malgré toutes les difficultés, les forêts communautaires sont mieux gérées et protégées que celles de l'État. Elles restent l'une des rares réussites du Népal. Le gouvernement devrait faire en sorte que ce modèle ne soit pas réduit à néant par l'incapacité des pouvoirs publics, le non-respect des lois et les magouilles politiques. ■

(De l'anglais)



**Rubeena Mahato** est correspondante et chroniqueuse au *Nepali Times*, le principal hebdomadaire népalais en anglais. Elle s'intéresse en particulier au développement, à la politique, à l'énergie et aux technologies de l'information. Attachée à un journalisme qui propose des solutions concrètes, Rubeena Mahato a écrit de nombreux articles sur le développement ancré dans les communautés de base. Elle s'intéresse beaucoup à la gouvernance et aux politiques publiques. À la fin de la guerre, qui a duré dix ans, la journaliste a sillonné son pays afin de rendre compte de l'espoir retrouvé et du travail de reconstruction.



Rubeena Mahato

# Rapper au lieu de poser des bombes

Par-delà tous les murs de séparation, une culture hip-hop palestinienne est en train de s'épanouir en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Avec leurs rythmes et leur rap évoquant liberté, justice ou violence, ces musiciens ne dénoncent pas seulement l'occupant israélien qui les opprime, mais aussi les aspects rétrogrades de leur société très traditionaliste. De Gabriela Neuhaus.



Gabriela Neuhaus

C'est lors du concert à Zurich que le Cisjordanien Rajeh Dana a rencontré pour la première fois des collègues d'Israël et de Gaza.

Une soirée froide et humide à Zurich. Cinq groupes palestiniens de hip-hop figurent au programme de la Rote Fabrik. Les musiciens arrivent l'un après l'autre dans ce centre culturel où ils vont donner la dernière représentation de leur tournée en Suisse. L'affluence a été plutôt modeste. Cela n'empêche pas les artistes d'être enchantés de cette semaine passée ensemble. « Je n'étais jamais venu en Occident auparavant. C'était aussi ma première rencontre avec des collègues d'Israël et de Gaza », raconte Talha al-Alil, étudiant en

psychologie, qui vit à Tulkrum, en Cisjordanie.

## L'Intifada en musique

« Ce qu'il y avait de mieux dans cette tournée, c'est que nous pouvions nous produire avec d'autres groupes palestiniens », ajoute Rajeh Dana, étudiant en économie de 21 ans. Chez eux, cela leur est interdit en raison des barrages israéliens. Les musiciens d'Israël, de Cisjordanie et de Gaza qui désirent jouer ensemble doivent entreprendre un voyage de quatre heures en avion. S'ils étaient libres d'aller

et venir entre leurs territoires, il leur suffirait de quatre heures de voiture au maximum pour se rencontrer.

La situation est compliquée, surtout pour les artistes palestiniens possédant un passeport israélien, car ils se voient refuser l'accès à tous les pays arabes. Le handicap est d'autant plus lourd que les paroles sont essentielles dans le hip-hop. Mais il vaut aussi la peine de jouer devant un public occidental qui ne comprend pas l'arabe, estime Ady Krayem, membre du groupe We7 de Nazareth : « Notre musique

signale aux gens que les Palestiniens ne sont pas tous des poseurs de bombes. » Fadi Bakheet, chef du Darg Team de Gaza, va plus loin : « Le hip-hop est un moyen de diffuser notre message tout en montrant que nous faisons partie d'une mouvance culturelle mondiale. Le rap est pour nous une manière de prolonger l'Intifada, en remplaçant la violence par des graffitis et de la musique. »

## Violence et amour

Beaucoup des morceaux joués ce soir racontent l'oppression,



Le groupe Dar Qandeel mêle le rap et la musique traditionnelle.

la brutalité et la discrimination auxquelles les Palestiniens sont confrontés jour après jour. Mais les textes parlent aussi d'amour et de nostalgie. « Nous sommes des gens parfaitement normaux, avec des sentiments normaux », glisse Adi Krayem. Il tient à ce qu'on le voie ainsi, tout comme Alaa Bishara et Anan Qssem, les autres membres du We7. Pourtant, le mur de séparation s'avère infranchissable même pour l'amour. C'est le thème du morceau *Tôt ou tard* que les trois Palestiniens ont créé avec des musiciens suisses durant l'été 2010.

Une autre chanson décrit les tracasseries subies à l'aéroport de Tel Aviv : sur un ton à la fois malicieux et combatif, elle raconte les discriminations sans fin et met en lumière les frustrations vécues au quotidien. Des textes comme celui-ci sont un exutoire bienvenu pour beaucoup de jeunes Palestiniens. Avec leur musique venue des États-Unis, les rappeurs se heurtent souvent à l'incompréhension et au rejet de leur propre société. En 2009, Darg Team avait gagné le premier concours palestinien de hip-hop en en-

voyant un clip vidéo – le groupe n'était pas autorisé à quitter la bande de Gaza. À l'époque, ces musiciens n'avaient toutefois aucune possibilité de jouer en public chez eux : « Les habitants de Gaza sont très conservateurs et n'acceptent pas facilement la culture occidentale », observe Fadi Bakheet. Peu à peu, la perception du rap a changé. Les gens ont compris que c'est un mouvement politique contre l'oppression et qu'il exprime donc la situation de la population sous une forme moderne. Rajeh Dana, parolier et chanteur de Black Revolution à Hébron, a vécu des expériences analogues : « Les anciens disent qu'avec ce genre de musique, nous sabotons la culture palestinienne. »

#### Soif de culture

Talha al-Alil a écrit des vers et les a déclamés bien avant que quelqu'un lui dise que c'était du rap. Aujourd'hui, il joue dans différents groupes et aime aussi interpréter des mélodies palestiniennes. Ses chansons militent pour les valeurs sociales, les droits humains et la protection des enfants. Face aux conditions pénibles de la vie en Cisjorda-

nie, la préoccupation centrale de Talha est d'ordre culturel :

« Les gens ont littéralement soif de culture, en dépit ou à cause de leur situation précaire. Nous en avons besoin pour exprimer nos sentiments. »

Le musicien et producteur suisse Christian Müller se sent bien plus concerné par la situation au Proche-Orient depuis qu'il travaille avec des rappeurs de Nazareth. Ce qui l'intéressait au départ, c'était de lancer un nouveau projet musical. Il a réuni les trois membres de We7 et des musiciens de jazz suisses pour former le groupe Kayaan. Celui-ci a enregistré un CD en été 2010, puis il a participé à la tournée en Suisse.

La collaboration entre musiciens d'horizons différents permet aussi de nouer des amitiés.

« Nous pouvons apprendre les uns des autres », observe Fadi Bakheet, qui entretient de son côté des contacts étroits avec des rappeurs romands. « Les Suisses nous montrent comment mieux apprécier la vie. Et nous leur enseignons que l'on peut agir sur sa propre destinée. » ■

(De l'allemand)

#### Programme culturel suisse en Palestine

Depuis le début de son engagement culturel dans les territoires palestiniens, la DDC a déjà soutenu plus de 200 projets dans divers domaines, comme le théâtre, la danse ou la musique. Elle appuie aussi des activités pour les enfants et les adolescents, ainsi que des échanges entre la Suisse et la Palestine. C'est le cas de la série de manifestations *Palästina – Kulturaspekte*, organisée en automne 2011 à Zurich. En 2012, la DDC prévoit des ateliers pour des opérateurs de cinéma et des journalistes culturels en Palestine, ainsi que diverses rencontres entre créateurs suisses et palestiniens. Il est aussi question de fonder un club palestinien de cinéma pour enfants, sur le modèle de la Lanterne magique.

[www.swiss-cooperation.admin.ch/gazaandwestbank](http://www.swiss-cooperation.admin.ch/gazaandwestbank)

#### Le hip-hop palestinien

Projet de coopération « Gaza meets Geneva »

[www.gazameetsgeneva.com](http://www.gazameetsgeneva.com)

We7, trio de rap créé en 2001 à Nazareth

[www.we7ug.com](http://www.we7ug.com)

Kayaan, groupe palestinien-suisse de jazz et de rap  
[www.kayaan.net](http://www.kayaan.net)

« Hip-hop Palestine 2011 », programme de la tournée en Suisse et portraits des groupes  
[www.rotefabrik.ch](http://www.rotefabrik.ch), « *Konzept* », « *Palästina Kulturaspekte* », « *Konzerte* »



# Service

Films et DVD



## Les rescapées de Slavno

Quelles sont les traces que nous laissons dans la neige ? Cette question est cruciale pour la Bosnienne Aida Begic qui a vécu la guerre des Balkans durant son adolescence. Car l'un des malheurs de l'histoire est qu'elle ne laisse souvent pas de traces visibles. C'est le cas à Slavno, en Bosnie, où se déroule *Snow*, le premier long métrage de la réalisatrice. Ce petit village isolé ne révèle pas au premier coup d'œil les souffrances endurées par les habitants durant le conflit. Les seuls rescapés d'un passé douloureux sont six femmes, cinq enfants et un vieil imam. Les autres hommes de Slavno ont été tués et leurs corps n'ont jamais été retrouvés. Cette petite communauté s'efforce de donner un peu de sens à son existence. Une question est au cœur de l'intrigue : les femmes doivent-elles accepter l'argent de spéculateurs et abandonner leur village pour aller vivre en ville, où un avenir meilleur les attend ? Veulent-elles vraiment partir ? Et pourquoi ? *Aida Begic* : « *Snow* », DVD paru chez trigon-film, version originale bosniaque, sous-titrée en allemand et français. Informations et commandes : [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

## La coopération, comment ça marche ?

(dg) Notre système économique fondé sur la consommation détermine la vie des gens dans le monde entier. En raison de la mondialisation, seule une collaboration à l'échelle planétaire pourra venir à bout de défis actuels comme les mouvements migratoires, les changements climatiques, la sécurité alimentaire ou la répartition inégale des richesses. Depuis cinquante ans, la DDC contribue à apporter des solutions. Son but est de réduire la pauvreté, de participer à la maîtrise des problèmes environnementaux et d'aider les pays défavorisés à renforcer l'autonomie de leur économie et de leurs institutions. Le DVD *Aide, développement autonome, responsabilité*

contient sept films qui présentent divers projets et des problèmes d'actualité. Ces documentaires exposent notamment comment la recherche et l'opinion publique mondiale ont largement négligé les maladies tropicales. On y apprend aussi pourquoi seule une coopération durable et fondée sur le partenariat est à même de générer des progrès. Les films s'interrogent sur les raisons qui font que, malgré les milliards consacrés à l'aide, un sixième de la population mondiale doit toujours lutter jour après jour pour sa survie. « *Aide, développement autonome, responsabilité* », DVD-vidéo avec sept documentaires, du matériel complémentaire et des fiches pratiques (français/allemand/italien) ; dès 12 ans. Service Films pour un seul

monde, tél. 031 398 20 88, [www.filmeeinewelt.ch](http://www.filmeeinewelt.ch)

## Dans les bas-fonds de Buenos Aires

**Musique** (er) Ses accents charment l'ouïe et font courir des frissons sur la peau : la voix éraillée et profonde de Daniel Melingo rappelle à la fois Tom Waits, Paolo Conte et Chavela Vargas. À 55 ans, ce musicien argentin laisse la passion classique du tango à l'arrière-plan, pour faire revivre les histoires des bas-fonds de Buenos Aires, qu'il conte en *lunfardo*, l'argot de la capitale. L'émotion passe. Elle est notamment portée par le style grandiose de l'artiste, le « prototango ». Des sonorités célèbrent cette réflexion sur le passé de la danse argentine. Pour ce disque, Daniel Melingo s'est entouré de grands musiciens qui savent tirer du bandonéon, de la contrebasse, du bouzouki, du violon et de la guitare des sons aussi mélancoliques que passionnés, s'envolant parfois dans des improvisations jazzy ou puisant dans la nostalgie du fado. Le swing grave d'un chœur d'hommes et les tons vivifiants d'un chœur d'enfants soulignent les mélodies des compositions. *Daniel Melingo* : « *Corazón & Hueso* » (*World Village/Harmonia Mundi-Musicora*)

## Le galop des chevaux mongols

(er) Le premier disque d'Anda Union rend hommage à la musique qui respire au rythme des petits chevaux galopant sans relâche à travers l'immensité du désert ou des steppes balayées par le vent. Le groupe revisite ainsi ses racines mongoles. Inspirés par des chants traditionnels voués à l'oubli, les dix jeunes femmes et hommes d'Anda Union ont réuni divers styles et traditions sur ce CD enregistré en studio à Hothot, capi-



tales de la Mongolie intérieure, région autonome de la Chine. Sous leurs doigts virtuoses, le morin huur, vielle à tête de cheval et à deux cordes, le tobshur, instrument à cordes pincées, la flûte moadinchur, une guimbarde et les percussions mongoles peignent des paysages fascinants. Très aériens, mais ancrés dans la réalité, les morceaux sont parfois aussi subtils que de la musique de chambre et à d'autres moments puissamment orchestrés. À cela s'ajoute le chant mongol diphonique, si inhabituel pour une oreille occidentale : sur un bourdon grave – allant presque jusqu'au rôle –, le chanteur module simultanément d'incroyables mélodies, souvent cristallines, dans les aigus. *Anda Union* : « *The Wind Horse* » (*Hothot Records/Internet*)

## Chant de révolte en Tunisie

(er) La chanson *Kelmti Horra* (ma parole est libre) d'Emel Mathlouthi a été l'un des hymnes de la révolution tunisienne en 2011. C'est aussi le titre du premier CD de cette artiste de 30 ans qui se réclame de la tradition du *protest song* des années 60, incarné par Bob Dylan ou Joan Baez. De sa voix claire mais chaleureuse, qu'elle

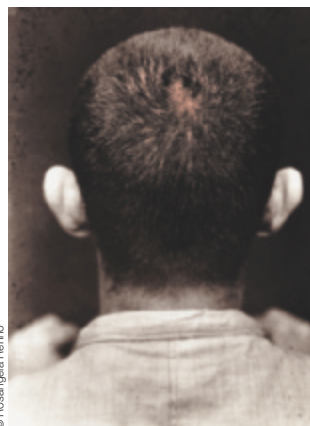


sait rendre tour à tour puissante et douce, Emel Mathlouthi raconte les heurs et malheurs qui ont conduit au soulèvement de la jeunesse. En arabe et en anglais, ses textes engagés expriment la peur et le désespoir, mais aussi la colère, l'ardeur, la combativité et l'espoir. Ils reposent sur un cocktail musical dense, prenant et parfois fiévreux. On y retrouve des instruments à cordes, des percussions et une boîte à rythme, des voix au mégaphone, ainsi que les bruits de la rue et d'autres échantillonnages : sons et rythmes maghrébins se mêlent à la pop et au rock. Avec ces sonorités modernes qui symbolisent le Printemps arabe, la compositrice et interprète tunisienne crée une ambiance bouleversante.

Emel Mathlouthi : « *Kelmti Horra* » (*World Village/Harmonia Mundi-Musicora*)

### L'histoire des perdants

(bf) Bien qu'elle prenne rarement ses sujets en photo, la Brésilienne Rosângela Rennó travaille surtout avec des photographies. Cette plasticienne compose son œuvre en utilisant des images et des textes d'auteurs anonymes. Lors de ses recherches à la prison Carandiru à São Paulo, elle a par exemple découvert une grande collection de négatifs datant du début du 20<sup>e</sup> siècle montrant des tatouages réalisés sur le corps de détenus.



© Rosângela Rennó

C'est de là qu'est née *Cicatriz*, une installation en plusieurs parties qui met l'accent sur l'histoire personnelle de ces hommes. L'œuvre invite le spectateur à imaginer l'existence d'autres personnes, en particulier de celles qui vivent en marge de la société. Quoi qu'il en soit, Rosângela Rennó trouve que les histoires des perdants sont plus intéressantes que celles des gagnants. Née à Belo Horizonte en 1962, elle compte parmi les artistes brésiliens contemporains les plus en vue. Elle vit et travaille à Rio de Janeiro.

Rosângela Rennó : « *Strange Fruits* », du 9 juin au 19 août, Musée de la photographie, Winterthour

### La vie des casseuses de cailloux

(bf) Dans son sixième roman intitulé *Photo de groupe au bord du fleuve*, l'écrivain congolais Emmanuel Dongala met en scène des casseuses de cailloux. Une dizaine de femmes passent leurs journées sous un soleil brûlant à réduire des blocs de pierre en gravier. Elles en remplissent des sacs que des entreprises leur achètent à un prix dérisoire. Un jour, ces femmes décident d'exiger un juste salaire pour leur travail. Le différend qui en résulte se mue en un conflit retentissant avec des répercussions politiques. Le roman décrit d'une plume légère, avec beaucoup d'humour et d'allant la vie des personnages, en particulier celle de Méréana. C'est la narratrice de ce récit qui est écrit à la deuxième personne, comme cela se pratique souvent dans la tradition africaine. Le livre a reçu le prix Virilo pour « la description féministe d'une Afrique contemporaine démunie et violente, mais pleine d'espoir et d'humanité ». Né en 1941 en République centrafricaine, Emmanuel Dongala a grandi au Congo-Brazzaville. Il vit aujourd'hui



d'hui aux États-Unis, où il enseigne la chimie et la littérature africaine.

Emmanuel Dongala : « *Photo de groupe au bord du fleuve* », Actes Sud, 2010

### Vers plus d'humanité

(bf) En tant qu'école associée à l'Unesco, le gymnase littéraire de Rämibühl à Zurich réalise des projets annuels sur les thèmes propres à cette agence onusienne. Le livre *Nahrung, Bildung und Gesundheit für alle* (alimentation, formation et santé pour tous) est le fruit de l'un de ces projets. Rédigé par Urs Knoblauch et illustré par les élèves du gymnase, il constitue non seulement une introduction amusante à la démocratie suisse, au civisme et à la coopération au développement, mais aussi un outil pédagogique.

« *Nahrung, Bildung und Gesundheit für alle* », gymnase littéraire de Rämibühl, Zurich, [www.lgr.ch](http://www.lgr.ch). Commandes : [literargymnasium@lgr.ch](mailto:literargymnasium@lgr.ch)

### L'héritage explosif des Soviétiques

(gn) Journaliste et ancien correspondant de plusieurs journaux suisses en Russie, Christian Weisflog invite ses lecteurs à un voyage émouvant à travers les États issus de l'ancienne Union soviétique. Son récit ignore volontairement les attractions touristiques pour se concentrer sur les gens. Vingt ans après l'effondrement de l'URSS, les habitants continuent de se

battre pour améliorer leurs conditions de vie. C'est le cas d'Olga Bondarenko, de Minsk, dont le mari est en prison pour s'être opposé au régime, ou du jeune historien Aidos Sarym, d'Almaty, qui rêve d'un Printemps kazakh et de démocratie. Agréables à lire, les portraits brossés par l'auteur débordent d'informations sur l'histoire et la situation actuelle de ces pays, mais ils témoignent souvent d'une actualité post-soviétique plutôt sombre. En donnant la parole à ces gens qui luttent avec courage, l'auteur éveille toutefois l'espoir d'un avenir meilleur.

Christian Weisflog : « *Das explosive Erbe der Sowjets* », Orell Füssli, 2012

### Voyage chez les Roms

(bf) Pendant dix ans, le photographe français Alain Keler s'est essentiellement consacré à un seul thème : les Roms. Quand on lui demande de ses nouvelles, il donne des nouvelles de cette minorité ethnique discriminée, originaire du sud-est de l'Europe. Alain Keler est allé photographier les Roms dans d'innombrables camps et ghettos au Kosovo, en Serbie, en République tchèque et en Slovaquie, mais aussi en Italie et en France. De ses voyages, il a ramené une foule d'images et d'expériences. Assisté par le dessinateur Emmanuel Guibert – l'un des meilleurs auteurs français de bande dessinée, auteur de l'album *Le photographe* – et le graphiste Frédéric Lemerrier, il a puisé dans ce vaste trésor. Le résultat est un ouvrage qui mêle photographies, BD et texte. « Dans les sujets souvent tragiques que j'ai photographiés, j'ai toujours cherché la survivance, au fond, de ce qui rend heureux. Les petites choses. Les scènes où rien ne se passe et où, de fait, tout se passe. Les bas-côtés des événements », explique



Alain Keler. Chez les Roms, ces scènes abondent, précise-t-il. « Le présent est là, brut, sans chichis, avec une intensité qu'il a rarement ailleurs. »  
Alain Keler, Emmanuel Guibert et Frédéric Lemerrier : « Des nouvelles d'Alain », éditions les Arènes, 2011

### Des grands-mères dignes

(jls) Le sida a déjà fait 12 millions d'orphelins en Afrique. La moitié d'entre eux vivent avec leurs grands-mères. Dans des pays qui ne disposent d'aucun système de prévoyance vieillesse, ces femmes sont pratiquement sans ressources. Beaucoup doivent demander l'aumône pour



Christoph Gödan (3)

pouvoir élever leurs petits-enfants. L'association suisse Kwa Wazee verse une petite rente mensuelle à un millier de grands-mères dans cinq villages du nord-ouest de la Tanzanie, afin qu'elles puissent acheter des produits de base. Le photographe allemand Christoph Gödan s'est rendu dans la région, ainsi qu'en Afrique du Sud, pour rencontrer ces familles recomposées par le sida. Dans une trentaine de superbes portraits, il montre la dignité des grands-mères, plutôt que la précarité de leurs conditions de vie. Ses photos sont accompagnées de témoignages poignants. Les « mémés » racontent la mort de leurs fils ou filles, enterrés à côté de la hutte, le



manque d'argent, l'épuisement, la crainte quotidienne de devoir mettre leurs petits-enfants au lit le ventre vide... Et cette question obsédante : « Qui prendra soin d'eux après ma mort ? ».  
Christoph Gödan : « Die grossen Mütter – Leben mit Aids in Afrika », 144 pages, mandelbaum verlag, Vienne

### Des spécialistes du DFAE viennent à vous

**Divers** Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.  
Informations : Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 / 44 12 ; fax 031 324 90 47 / 48 ; courriel : info@eda.admin.ch

## Coup de cœur



Daniela Klenzler

### Musicien nomade

La musique du chanteur et producteur zurichois Dodo Jud se situe quelque part entre reggae, hip-hop, punk rock et cuivres des Balkans.

Je suis né au Kenya et j'ai passé les premières années de ma vie à Abidjan. La Côte d'Ivoire est d'ailleurs la patrie des deux plus grandes stars africaines de reggae : Alpha Blondy et Tiken Jah Fakoly. Si vous ne les connaissez pas encore, dépêchez-vous de les écouter ! Le reggae m'a toujours plu – je le chante en dialecte zurichois. Je n'éprouve aucune crainte face à ce qui m'est étranger. Cette attitude me vient de mes parents qui se sont ouverts à la nouveauté et sont partis en Afrique. Je tiens beaucoup à mes racines africaines. À 20 ans, j'ai passé six mois en Afrique du Sud, avant de partir en auto-stop pour Addis-Abeba, en Éthiopie. Le voyage a duré plusieurs mois. Il y a deux ans, je suis allé en Inde. Dès la sortie de l'avion, ce pays m'a envoûté avec ses parfums, ses bruits et ses contrastes. J'aime l'aventure et, surtout, ce qu'elle m'enseigne. À mes yeux, le voyage est la forme la plus naturelle de l'apprentissage, car nos sens, confrontés à l'inconnu, sont alors tous en éveil. Que ce soit dans la vie ou dans la musique, je suis un nomade.

(Propos recueillis par Beat Felber)

### Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)  
Catherine Vuiffroy (coordination globale)  
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli, Beat Felber, Thomas Jenatsch, Pierre Maurer, Sabina Mächler, Nicole Suhner

### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

### Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : info@deza.admin.ch  
Tél. 031 322 44 12  
Fax 031 324 90 47  
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 54 200

**Couverture :** distribution de bidons d'eau dans un camp de réfugiés au Soudan du Sud ; Torfinn/laif

ISSN 1661-1675

---

« Les donateurs ont réalisé que les contextes fragiles ou conflictuels contribuent fortement à l'insécurité et à la pauvreté, qui sont généralisées dans ces pays. »

Erwin van Veen, page 7

---

« Je n'oserais pas demander à un homme du quartier de Khair Khana si son épouse a le droit de travailler. Il me rosserait sur-le-champ. »

Abida Azizi, page 20

---

« Le rap est pour nous une manière de prolonger l'Intifada, en remplaçant la violence par des graffitis et de la musique. »

Fadi Bakheet, page 31

---